

REGION WALLONNE

F. 85 — 2612

5 JUILLET 1985. — Décret relatif aux déchets (1)

Le Conseil Régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objectifs de prévenir l'apparition de déchets, d'encourager le recyclage et la récupération d'énergie et de matières, et d'organiser l'élimination de déchets.

Art. 2. Ne tombent pas sous l'application du présent décret :

1^o les eaux usées concernées au sens de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, à l'exception des boues d'épuration;

2^o les effluents gazeux émis dans l'atmosphère visés par la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

3^o les cadavres humains;

4^o les déchets radioactifs provenant des réacteurs nucléaires.

Art. 3. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o déchets : les rebuts, reliquats, matière en cours d'élimination, déchets par nature et déchets forcés;

2^o rebut : tout bien meuble dont le détenteur se défait volontairement;

3^o reliquat : toute substance ou objet qui n'a pas été intentionnellement produit ainsi que les matières produites par des installations d'élimination des déchets.

Les produits, coproduits ou sous-produits résultant d'un procédé industriel qui sont recyclés ou utilisés dans un autre procédé de production, à l'exception des opérations effectuées par des installations d'élimination de déchets, ne sont pas considérés comme reliquats;

4^o déchet par nature : toute substance ou tout objet assimilé par l'Exécutif aux autres déchets;

5^o déchet forcé : tout bien meuble dont le détenteur a l'obligation en droit de se défaire;

6^o élimination : les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement de déchets nécessaires soit à la récupération des éléments et matériaux réutilisables et de l'énergie soit au rejet dans le milieu naturel des déchets dans des conditions propres à assurer la santé de l'homme et la préservation de l'environnement;

7^o collecte : l'enlèvement des déchets et leur transport jusqu'au lieu de déchargement;

8^o déchets ménagers : tout déchet provenant de l'activité usuelle des ménages ou ceux qui sont assimilés à de tels déchets, à l'exception des déchets spéciaux;

9^o déchets dangereux : les déchets définis comme tels par l'Exécutif sur base des risques qui se présentent pour l'homme ou l'environnement.

Les déchets toxiques au sens de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques ne sont pas compris parmi les déchets dangereux;

10^o déchets agricoles : déchets résultant d'activités agricoles, horticoles ou d'élevage;

11^o déchets spéciaux : déchets provenant des ménages qui :

— soit sont toxiques et dangereux;

— soit présentent un risque pour l'environnement, et pour lesquels des méthodes appropriées d'élimination sont déterminées par l'Exécutif;

12^o office des déchets : l'Office régional wallon des déchets non ménagers;

13^o décharge contrôlée : dépotoir soumis aux conditions d'exploitation définies par l'autorité compétente.

CHAPITRE II

Réduction des quantités et de la diversité des déchets

SECTION I

Prévention de la formation des déchets

Art. 4. Afin de prévenir l'apparition de déchets difficiles à éliminer, faciliter l'élimination des déchets présentant une menace particulière pour l'environnement ou réduire la quantité de déchets dont l'élimination incombe directement ou indirectement aux pouvoirs publics.

L'Exécutif peut par arrêté délibéré en son sein :

1^o réglementer ou interdire la cession à titre onéreux ou gratuit et l'offre en vente de produits causant, par leur fabrication ou leur emploi, l'apparition de déchets difficiles à éliminer ou présentant une menace particulière pour l'environnement;

2^o réglementer ou interdire la fabrication, l'emploi et la composition de produits causant, par leur fabrication ou leur emploi, l'apparition de déchets difficiles à éliminer ou présentant une menace particulière pour l'environnement;

3^o réglementer la mise dans le commerce de produits à jeter après usage unique;

4^o prendre certaines dispositions réglementaires en matière d'emballage ou d'étiquetage de produits ainsi que d'usage de récipients pour les contenir; interdire l'usage d'emballages et récipients difficiles à éliminer;

5^o régler l'octroi de subventions pendant un délai limité aux entreprises pour les investissements nécessités par les adaptations techniques requises à cause des obligations ou interdictions visées aux alinéas précédents.

Art. 5. Sont soumises à redevance, en vue de réaliser les objectifs visés à l'article 4, les personnes qui mettent dans le commerce des catégories déterminées de produits qui après leur utilisation se retrouvent comme déchet dont l'élimination est mise directement ou indirectement à charge des pouvoirs publics.

Art. 6. Le Conseil régional détermine les catégories de produits concernés par les redevances visées à l'article 5, ainsi que les taux. Il fixe les modalités d'application et de perception des redevances.

SECTION II

Valorisation et réutilisation des matières et de l'énergie contenues dans les déchets

Art. 7. § 1^{er}. L'Exécutif peut :

1^o réglementer les modes d'utilisation de certains matériaux, éléments ou formes d'énergie, afin de faciliter leur récupération ou celle des matériaux, éléments ou formes d'énergie qui leur sont associés dans certaines fabrications;

2^o interdire pour un produit toute publicité fondée sur l'absence de matériaux récupérés dans sa fabrication, ou la faible teneur en de tels matériaux, lorsque cette absence ou cette faible teneur ne sont pas de nature à modifier les qualités substantielles de ce genre de produit;

3^o établir des critères techniques auxquels doivent satisfaire les matériaux récupérés, et la procédure de reconnaissance de l'observation de ces critères.

§ 2. L'Exécutif peut octroyer des subventions, selon les règles qu'il détermine, pour faciliter et encourager la valorisation et la réutilisation de matières et d'énergie contenues dans les déchets.

Art. 8. L'Exécutif peut ajouter, par voie de règlement, dans les cahiers des charges de la Région Wallonne et des administrations locales, des dispositions permettant au soumissionnaire l'utilisation de produits ou matières récupérés ou de matériaux qui en sont issus de qualité comparable à celle de produits ou matières non récupérés ou de matériaux qui sont exclusivement issus de matières non récupérées.

(1) Session 1984-1985.

Documents du Conseil 113 (1983-1984) - nos 1 à 11.

Compte-rendu intégral, séance publique du 25 juin 1985. — Discussion. — Vote.

Art. 9. L'Exécutif peut agréer une ou plusieurs bourses de déchets organisées sous forme d'une association sans but lucratif.

Une bourse de déchets a pour mission :

- 1° d'informer les détenteurs et acquéreurs de déchets sur les cours des divers déchets sur les marchés belges et étrangers;
- 2° de trouver des marchés et des débouchés pour des déchets détenus en Wallonie, y compris éventuellement des possibilités de stockage pour certains déchets en attente;
- 3° d'encourager la mise en contact de l'offre et de la demande.

Art. 10. L'Exécutif peut mettre à la disposition des bourses de déchets une subvention non remboursable pour la première année d'activité.

CHAPITRE III. — Planification de l'élimination des déchets

Art. 11. § 1^{er}. Le fonctionnaire désigné par l'Exécutif établit soit un projet de plan global relatif à l'élimination des déchets, soit des projets de plans par catégorie de déchets. Il consulte à cet effet :

- les communes et les associations de communes compétentes en matière de propreté publique;
- l'Office des déchets, en ce qui concerne les déchets non ménagers;
- la Commission mentionnée à l'article 37.

§ 2. Il est procédé à une enquête publique selon les règles fixées par l'Exécutif; les administrations communales informent la population; elles recueillent et transmettent les avis et réclamations. Elles peuvent aussi exposer à l'usage de l'Exécutif le sentiment du pouvoir communal lui-même.

Sur cette base, l'Exécutif arrête le ou les plans d'élimination des déchets par arrêté délibéré en son sein.

Pour que ces plans sortent leurs effets, l'Exécutif est tenu d'adopter endéans les deux ans les mesures réglementaires nécessaires.

Ces plans ont force obligatoire, trois ans après leur publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, le plan n'a qu'une portée indicative en ce qui concerne la collecte des déchets ménagers.

Les plans sont établis pour une durée de cinq ans. Ils peuvent être revus avant terme par l'Exécutif en cas de circonstances exceptionnelles.

Ils conservent leur force obligatoire éventuellement au delà de ce terme jusqu'à la publication au *Moniteur belge* du plan d'arrêté pour la période suivante.

Il peut être dérogé aux plans par décision de l'Exécutif dûment motivée par la nécessité de faire face à une situation imprévue, après une enquête publique dont les modalités d'organisation sont déterminées par l'Exécutif.

§ 3. En ce qui concerne l'élimination des déchets ménagers, lorsqu'en vertu du plan il est imposé à une commune de faire éliminer des déchets ménagers par un ou plusieurs éliminateurs, ces éliminateurs ne peuvent imposer, de quelque manière que ce soit, à la commune des conditions autres que techniques à propos de l'enlèvement et du transport des déchets ménagers; ils ne peuvent refuser d'éliminer ni créer de discrimination à l'encontre de la commune en raison de son organisation de l'enlèvement.

Art. 12. § 1^{er}. Les plans doivent porter sur :

- 1° les types et les quantités de déchets à éliminer;
- 2° les prescriptions techniques générales d'élimination relatives à chaque catégorie de déchets;
- 3° les centres de traitement spécialisés, si nécessaire;
- 4° les sites envisagés pour l'élimination;
- 5° les sites pour établir des décharges contrôlées.

§ 2. Les plans sont accompagnés de données relatives à leurs implications budgétaires et à leurs conséquences prévisibles sur l'environnement.

Une analyse du rapport coûts-bénéfices est établie.

§ 3. Les plans sont établis en veillant à ce que l'élimination des déchets soit organisée de manière à promouvoir le recyclage, la réutilisation, la récupération et la régénération.

Art. 13. § 1^{er}. En vue de l'établissement des plans, tout détenteur ou éliminateur de déchets, et en particulier les communes et les associations de communes en ce qui concerne les déchets ménagers, les entreprises en ce qui concerne les déchets industriels, produits, sous-produits et coproduits, sont tenus de fournir à l'administration les renseignements demandés par celle-ci.

§ 2. Il est interdit à l'autorité publique et à ses agents de divulguer tout ou partie des secrets de fabrication éventuellement contenus dans les renseignements obtenus en vertu du présent article, lorsque les entreprises, qui ont fourni les informations, désignent celles qui revêtent un caractère confidentiel et demandent que le secret soit préservé.

CHAPITRE IV.

Enlèvement des déchets ménagers et lutte contre les dépôts sauvages

Art. 14. § 1^{er}. Tout habitant et propriétaire d'immeuble a droit à l'enlèvement des déchets ménagers, sans préjudice du droit de la commune de mettre le coût de l'élimination à charge des bénéficiaires.

§ 2. Le conseil communal fixe par règlement communal les mesures adéquates pour l'élimination des déchets ménagers ainsi que les modalités d'exercice du droit de l'enlèvement.

§ 3. L'autorité communale communique à chaque ménage ou collectivité les jours d'enlèvement et, le cas échéant, les autres dispositions prises par la commune pour permettre à la population de se débarrasser de ses déchets ménagers.

§ 4. L'autorité communale peut étendre aux artisans, détaillants, administrations et bureaux le bénéfice de ses services, aux conditions qu'elle détermine et sans préjudice du respect des autres dispositions du présent décret.

Les artisans, détaillants, administrations et bureaux ont le droit de refuser le bénéfice des services communaux.

§ 5. Lorsque la commune n'est plus en mesure, pour une cause quelconque, d'organiser l'enlèvement sur tout ou partie de son territoire, si cette défaillance constitue une menace pour la santé de la population ou pour l'environnement, le gouverneur de la province peut prendre des mesures adéquates, tout en respectant les plans visés au chapitre III. Les frais des mesures prises par le gouverneur sont à charge de la commune.

Art. 15. Il est interdit d'abandonner un déchet dans un lieu public ou privé en dehors des emplacements autorisés à cet effet par l'autorité administrative compétente ou sans respecter les dispositions des règlements communaux relatifs à l'enlèvement des déchets.

Art. 16. Sans préjudice de l'application de l'article 28, l'autorité communale peut procéder ou faire procéder d'office à l'enlèvement et au traitement des déchets abandonnés; en cas d'inaction de la commune, l'administration régionale peut également faire procéder à cet enlèvement ou à ce traitement. L'autorité concernée avance les frais de l'élimination.

CHAPITRE V

Prévention et limitation des nuisances lors de l'élimination des déchets

SECTION I. — Principes

Art. 17. § 1^{er}. Toute personne qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions du présent décret et dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux et d'une façon générale sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme.

§ 2. Sans préjudice des règles d'application des articles 19 à 28, les reliquats sont soit éliminés par l'auteur du processus qui les génère, soit cédés à un établissement autorisé à éliminer les déchets, soit transférés à l'extérieur de la Région.

§ 3. L'Exécutif peut établir les conditions auxquelles des déchets peuvent être transférés à l'extérieur de la Région.

SECTION II

Implantation et exploitation de dépotoirs, décharges contrôlées et installations de traitement

Art. 18. Il est interdit d'implanter et d'exploiter un dépotoir autre qu'une décharge contrôlée. L'Exécutif peut déterminer des conditions minimales d'exploitation des décharges contrôlées.

Art. 19. § 1^{er}. L'implantation et l'exploitation d'une décharge contrôlée, d'un dépôt ou d'une installation de traitement de déchets sont soumises à autorisation, laquelle est accordée, pour une durée déterminée, par la députation permanente de la province où la décharge contrôlée, le dépôt ou l'installation est établi; un recours peut être introduit par le demandeur de l'autorisation, par le gouverneur ou par un tiers intéressé auprès de l'Exécutif; ce recours n'est pas suspensif.

L'Exécutif peut également soumettre à autorisation, selon la procédure qu'il détermine, l'extension ou la modification de la décharge contrôlée ou de l'installation de traitement.

§ 2. L'autorisation doit être assortie de conditions destinées à assurer le respect du présent décret, et notamment de l'article 21.

L'autorisation ne peut être accordée ou renouvelée que pour les endroits prévus par les plans visés au chapitre III.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'autoriser ou de renouveler l'autorisation d'une décharge contrôlée de déchets ménagers, qui se trouve sur le territoire d'une commune qui fait traiter la totalité des déchets ménagers de sa population par un procédé autre que la décharge contrôlée, l'accord de cette commune est requis.

§ 4. Les effets du permis de bâtir mentionné à l'article 41 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme sont suspendus aussi longtemps que l'autorisation requise en vertu du § 1^{er} n'a pas été accordée.

§ 5. L'Exécutif établit les règles d'application des §§ 1 à 3, ainsi que les règles selon lesquelles une autorisation est demandée ou renouvelée, ou selon lesquelles les conditions sont modifiées en cours d'autorisation.

Les autorisations et renouvellements d'autorisation ne peuvent être accordés qu'après enquête publique dans la commune où la décharge contrôlée, le dépôt ou l'installation est situé. La commune organise cette enquête publique selon les règles définies par l'Exécutif.

§ 6. L'Exécutif peut soumettre à des règles particulières l'utilisation des décharges contrôlées, des dépôts et des installations de traitement pour des déchets en provenance d'Etats étrangers et d'autres régions.

§ 7. L'Exécutif peut soumettre par arrêté réglementaire aux dispositions des §§ 1 à 6 les dépôts de déchets qu'il détermine.

Art. 20. En ce qui concerne les décharges contrôlées, l'autorisation ne peut être accordée qu'à un exploitant agréé conformément aux règles établies par l'Exécutif.

L'agrément est accordé en tenant compte des moyens techniques et des garanties financières du candidat; il n'est maintenu qu'aussi longtemps qu'aucune autorisation d'exploitation accordée au titulaire de l'agrément n'aura été suspendue ou retirée pour non-respect des conditions d'exploitation.

Art. 21. § 1^{er}. Tout exploitant d'une décharge contrôlée est tenu de remettre les lieux en état au terme de l'autorisation ou en cas de retrait de celle-ci, conformément aux prescriptions techniques déterminées dans l'acte d'autorisation.

§ 2. A cette fin, l'acte d'autorisation mentionne une somme équivalente aux frais que devrait supporter l'Office des déchets s'il devait lui-même faire procéder à la remise en état.

L'acte peut disposer que le paiement du cautionnement est fractionné en tranches payables anticipativement en fonction de l'extension de la surface exploitée.

Ce montant doit être consigné, au bénéfice de l'Office des déchets, comme cautionnement auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Les intérêts produits par le cautionnement y sont joints.

Le cautionnement et les intérêts sont restitués à l'exploitant lorsque la remise en état des lieux par l'exploitant a été constatée par le fonctionnaire désigné par l'Exécutif.

§ 3. L'autorisation d'implanter et d'exploiter une décharge contrôlée n'est en vigueur qu'à partir du moment où l'Office des déchets reconnaît que le cautionnement requis a été constitué.

Lorsque le cautionnement est fractionné, l'autorisation n'est applicable pour une partie du terrain qu'à partir du moment où l'Office des déchets reconnaît que la tranche correspondante du cautionnement requis a été constituée.

§ 4. L'autorité qui a délivré l'autorisation peut modifier le montant du cautionnement en cours d'exploitation, en fonction de l'évolution du coût de remise en état.

§ 5. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut accorder un délai complémentaire unique de huit mois au maximum pour la remise en état.

Si les lieux ne sont pas remis complètement en état dans le délai requis, le fonctionnaire fait procéder à la remise en état à charge du cautionnement; si le montant du cautionnement est insuffisant, l'Exécutif est tenu de récupérer à charge de l'exploitant les frais supplémentaires exposés.

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application d'obligations découlant des actes internationaux en vigueur dans l'ordre juridique interne, le versage de déchets en provenance d'Etats étrangers et d'autres régions est soumis à une taxe régionale à charge du titulaire de l'autorisation ou de la dérogation accordée en vertu de l'article 19, § 6.

§ 2. Cette taxe est de cent francs par tonne de déchets dont le déversement est autorisé dans l'acte d'autorisation ou de dérogation; ce montant est augmenté annuellement par arrêté de l'Exécutif en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, à partir de l'entrée en vigueur du présent décret.

Elle est perçue régulièrement, selon la périodicité indiquée, pour le calcul du volume qui peut être déchargé pendant ladite période, dans l'acte d'autorisation ou de dérogation. Elle s'applique à ce volume.

Les actes d'autorisation ou de dérogation qui lors de l'entrée en vigueur du présent décret n'indiquent pas cette périodicité, peuvent être révisés en vue de l'application du présent article.

§ 3. Le présent article ne porte pas préjudice au droit des provinces et communes de percevoir une taxe sur le versage ou la décharge contrôlée pour les déchets mentionnés au § 1^{er}.

Art. 23. § 1^{er}. Toute autorisation ou tout agrément accordé en vertu de la présente section peut être suspendu ou retiré par l'autorité compétente pour accorder les autorisations ou agréments si les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution ou les conditions d'autorisation ou d'agrément ne sont pas respectées.

Un recours est ouvert auprès de l'Exécutif contre les décisions de retrait ou de suspension d'une autorisation. L'Exécutif en règle les modalités; ce recours n'est pas suspensif.

§ 2. Lorsqu'une autorisation ou lorsqu'un agrément relatif à l'exploitation d'un établissement, accordé en vertu du présent décret, est retiré ou suspendu, le bourgmestre ou en cas d'inertie de celui-ci, le fonctionnaire désigné par l'Exécutif prendra les mesures nécessaires pour que l'activité soit arrêtée, ou pour que la situation soit rendue conforme aux dispositions réglementaires.

SECTION III

Mesures particulières relatives aux déchets autres que ménagers

Art. 24. L'Exécutif peut, pour les déchets autres que ménagers :

- 1^o réglementer la manière selon laquelle il est permis d'effectuer l'élimination et notamment définir les cas où les déchets non ménagers peuvent être traités simultanément avec des déchets ménagers;
- 2^o interdire ou réglementer tout dépôt de déchets;
- 3^o soumettre à déclaration, enregistrement, agrément ou autorisation ceux qui, à un titre quelconque, éliminent des déchets, produisent, recueillent, achètent ou vendent des déchets;

Dans le cas où un régime d'autorisation est établi, la délivrance des autorisations peut être subordonnée à des conditions fixées par l'Exécutif portant sur :

- a) des dispositions d'ordre technique en vue de limiter ou de supprimer les effets nuisibles pour le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux, et d'une façon générale, pour éviter les atteintes à l'environnement et à la population;
- b) la preuve, par la personne qui sollicite l'autorisation, qu'elle a souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité pour toutes les conséquences dommageables pour les tiers qui pourraient résulter de son activité;
- c) la constitution, au bénéfice de la Région, d'un cautionnement auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un organisme bancaire agréé par l'Exécutif ou à défaut, l'inscription d'une hypothèque sur un bien immobilier afin de garantir l'exécution du présent décret et de ses mesures d'application;
- d) l'attribution de certaines tâches spécialisées à des personnes ayant des qualifications particulières. En ce cas, l'Exécutif peut définir des règles d'agrément de ces personnes, leurs droits, leurs obligations envers les autorités administratives;
- e) l'obligation pour les collecteurs de déchets, d'accepter les déchets qui leur sont remis;
- f) le respect des règles de calcul de prix lors de la collecte ou de l'élimination des déchets.

Art. 25. L'Exécutif peut fixer des conditions auxquelles des personnes publiques ou privées, ayant leur siège ou leur siège social en dehors de la Région Wallonne, peuvent être assimilées aux personnes ayant obtenu une autorisation conformément à une réglementation établie en vertu de l'article 24.

Art. 26. § 1^{er}. L'Exécutif peut imposer aux producteurs, transporteurs, éliminateurs et détenteurs de déchets autres que ménagers, pour certaines catégories de déchets :

- 1^o l'interdiction de détenir des déchets au-delà d'un terme déterminé;
 - 2^o l'obligation d'informer l'autorité administrative compétente au sujet de la détention et des déplacements des déchets.
- § 2. L'Exécutif peut imposer à ceux qui produisent, détiennent ou transportent certains coproduits et sous-produits industriels qui sont susceptibles d'être ou de devenir des déchets dangereux ou d'être confondus avec des déchets dangereux :
- 1^o l'obligation de tenir une comptabilité de ces coproduits et sous-produits;
 - 2^o l'obligation d'informer l'autorité compétente lorsque ces coproduits et sous-produits sont destinés à l'élimination;
 - 3^o l'obligation d'informer l'autorité compétente de l'affectation et de l'usage de ces coproduits et sous-produits.

§ 3. L'Exécutif peut soumettre à autorisation le transport de certains déchets, en vue de faciliter le contrôle des règles relatives à l'élimination et au transfert des déchets à l'extérieur de la Région Wallonne.

SECTION IV. — Mesures d'urgence

Art. 27. Si, dans un établissement où s'effectue une activité soumise à autorisation ou agrément, en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, cette activité suscite un danger mettant en péril l'environnement, et si le chef d'entreprise refuse d'obtempérer aux instructions du fonctionnaire désigné par l'Exécutif, le bourgmestre, sur rapport de ce dernier, ordonnera la cessation de travail, mettra les installations sous scellés et au besoin, procédera à la fermeture provisoire et immédiate de l'établissement.

Les mêmes pouvoirs sont conférés au fonctionnaire désigné par l'Exécutif en cas d'inertie du bourgmestre ou lorsque l'imminence du danger est telle que le moindre retard peut provoquer un accident ou une pollution grave.

Dans l'un ou l'autre des cas, le chef d'entreprise intéressé pourra exercer un recours auprès de l'Exécutif. Le recours ne sera pas suspensif. L'Exécutif en règle les modalités.

Art. 28. § 1^{er}. L'Exécutif, le gouverneur de la province et le bourgmestre de la commune où se trouvent les déchets qui risquent de constituer une menace grave, peuvent prendre toute mesure utile pour prévenir le danger ou pour y remédier. Ils peuvent en ordonner le transfert à un endroit désigné par eux dans le respect des dispositions des plans visés au chapitre III.

§ 2. Les mêmes autorités peuvent faire appel aux forces armées, à la gendarmerie et aux services de la protection civile pour assurer l'enlèvement et le transport des déchets ainsi que la sécurité de ces opérations; dans ce cas ils en adressent demande aux membres compétents du Gouvernement national.

§ 3. Les frais de transfert sont à charge :

1^o de celui qui a abandonné le déchet, si le déchet a été abandonné irrégulièrement;

2^o du propriétaire du déchet dans les autres cas.

CHAPITRE VI. — Financement

Art. 29. § 1^{er}. Il est procédé annuellement à un décompte des recettes enregistrées par :

1^o le produit de la redevance visée à l'article 6;

2^o le produit de la taxe visée à l'article 22.

§ 2. Sur cette base, un rapport annuel est présenté à l'Exécutif.

Art. 30. § 1^{er}. Le montant des subventions octroyées en vertu de l'article 4, 5^o ne peut dépasser celui des recettes visées à l'article 29 dès la deuxième année de perception des redevances visées à l'article 6.

§ 2. L'Exécutif peut en outre financer, en tout ou en partie, si le montant des recettes visées à l'article 29 le permet :

1^o la mise au point et l'essai de procédés nouveaux d'élimination des déchets;

2^o des actions d'information du public et des entreprises pour prévenir l'apparition des déchets et encourager au maintien de la propreté publique.

L'Exécutif établit, par règlement, les conditions et modalités d'octroi de ces interventions financières.

Art. 31. L'Exécutif alloue, selon les règles qu'il détermine, des subventions aux communes, provinces et associations de communes pour :

1^o la construction, la transformation et le renouvellement d'installations de traitement de déchets;

2^o l'assainissement et la réhabilitation de terrains ayant été utilisés comme décharges avant l'entrée en vigueur du présent décret;

3^o l'acquisition de biens immeubles nécessaires à la réalisation des ouvrages visés au 1^o.

Art. 32. L'octroi de la subvention confère à l'Exécutif le droit d'exiger de l'allocataire la communication de tous les renseignements concernant les installations subventionnées et la gestion de celles-ci.

Art. 33. L'Exécutif peut charger des fonctionnaires de veiller au respect des conditions d'octroi par les bénéficiaires des subventions et les autoriser à cette fin à pénétrer dans les installations et à se faire produire les documents qui doivent éventuellement y être tenus en vertu des conditions d'octroi.

CHAPITRE VII. — Dispositions complémentaires

SECTION I. — Statistiques et renseignements

Art. 34. L'Exécutif prend les règlements utiles en vue de réunir des informations nécessaires pour établir les documents à communiquer aux organismes internationaux.

Art. 35. Lorsque des renseignements individuels sont indispensables pour la préparation, l'élaboration ou l'exécution d'une réglementation en matière de déchets ou pour l'exécution des obligations internationales, l'Exécutif peut faire procéder à toutes les investigations nécessaires en vue de mettre ces renseignements à la disposition des services de la Région qu'il désigne.

Les renseignements individuels recueillis à cette occasion ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles en vue desquelles il est procédé aux investigations statistiques.

L'Exécutif publie annuellement des statistiques globales et anonymes à l'exclusion des données dont, par suite du nombre réduit des déclarants, la divulgation serait de nature à révéler des situations individuelles.

Art. 36. Celui qui, à quelque titre que ce soit, détient soit des renseignements individuels recueillis en application des articles 34 et 35, soit des statistiques globales et anonymes dont la divulgation serait de nature à révéler des situations individuelles ne peut publier ces renseignements, statistiques ou informations, ni les communiquer à des personnes ou services non qualifiés pour en prendre connaissance. Sauf s'il y a infraction au présent article, ces renseignements, statistiques ou informations ne peuvent en outre être révélés ni dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, ni en cas de témoignage en justice.

SECTION II. — Commission des déchets

Art. 37. § 1^{er}. Il est institué une commission consultative en matière de déchets dont la composition et les statuts sont fixés par un arrêté de l'Exécutif délibéré en son sein.

Cette commission comprend des représentants :

— de l'industrie, et en particulier des industries de la récupération et de l'emballage;

— d'associations de communes assurant l'élimination des déchets ménagers;

— d'associations d'agriculteurs, d'horticulteurs et d'éleveurs;

— d'associations de protection des consommateurs;

— d'associations de protection de l'environnement;

— d'organisations représentant les travailleurs;

— de l'administration;

— d'associations professionnelles représentant des collecteurs de déchets et des exploitants de décharges contrôlées.

Le président et le vice-président de la Commission peuvent être désignés en dehors des représentants mentionnés dans ce paragraphe.

§ 2. Cette commission émet son avis sur les projets d'arrêtés réglementaires pris en vertu du présent décret, à l'exception des arrêtés d'exécution du chapitre VIII et des articles 37 à 41.

Doivent être joints au projet lors de la consultation :

— un rapport relatif aux incidences économiques du projet;

— un rapport relatif aux incidences écologiques du projet.

La commission émet en outre un avis sur toute question ou tout projet qui lui est soumis par l'Exécutif.

§ 3. Lorsque l'avis de la commission consultative est défavorable, les arrêtés réglementaires pris en vertu des articles 4, 7, 8, 24, 25 et 26 doivent être motivés dans la mesure où ils s'écartent de l'avis, sous peine de nullité.

§ 4. L'Exécutif fixe le délai dans lequel les avis de la Commission doivent être donnés, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

SECTION III

Office Régional Wallon des déchets non ménagers

Art. 38. § 1^{er}. Le service chargé par l'Exécutif de remplir les missions visées à l'article 39 est érigé en une entreprise régionale.

L'Exécutif en fixe le statut en s'inspirant du titre II de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, telle qu'elle est libellée lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

Cette entreprise n'a pas de personnalité juridique. Elle porte la dénomination « Office régional wallon des déchets non ménagers ».

§ 2. Il est institué auprès de cette entreprise régionale un comité consultatif dont les membres sont désignés par l'Exécutif et qui compte une majorité de représentants du secteur public et au moins un tiers de représentants d'industries concernées. L'Exécutif définit les attributions ainsi que les règles de composition et de fonctionnement du comité consultatif. Le comité adresse ses avis au fonctionnaire qui dirige l'Office, sauf lorsque l'avis est sollicité par l'Exécutif. L'Administration en assure le secrétariat.

Art. 39. § 1^{er}. L'Office a pour mission :

1^o l'élimination d'office des déchets non ménagers d'un administré, au cas où celui-ci après mise en demeure en bonne et due forme par l'administration, a omis de remplir, dans les délais fixés, les obligations qui lui sont imposées par le présent décret ou en exécution de celui-ci;

2^o l'élimination à leur demande et à leurs frais des déchets d'une ou plusieurs entreprises;

3^o l'exécution de toute mesure nécessaire en vue de l'élimination de déchets dans les cas d'urgence, en application de l'article 28;

4^o la remise en état des terrains utilisés comme décharges contrôlées en cas d'application de l'article 21, § 5, à la demande du fonctionnaire désigné par l'Exécutif;

5^o l'exécution des mesures que l'Exécutif aura été autorisé par le juge à faire réaliser d'office en application de l'article 58;

6^o en cas de carence du pouvoir responsable de l'élimination ou du traitement des déchets ménagers constatée par l'Exécutif, celui-ci peut confier à l'Office des déchets non ménagers la mission de suppléer temporairement à l'organisme défaillant.

§ 2. Pour l'accomplissement matériel de ses missions, l'Office passe des conventions avec des tiers. En cas de nécessité, il peut demander à l'Exécutif de requérir l'aide nécessaire auprès des institutions spécialisées.

L'Exécutif peut en outre autoriser l'Office à effectuer directement des missions précises dont il fixe la nature et dont il arrête les moyens.

§ 3. L'élimination d'office des déchets visés au § 1^{er}, 1^o, se fait aux frais de l'administré resté en défaut.

§ 4. En cas d'application du § 1^{er}, 2^o, l'indemnité due par les entreprises à l'Office est fixée par convention. L'indemnité doit couvrir le coût réel de l'élimination des déchets.

§ 5. En cas d'application du § 1^{er}, 6^o, l'indemnité due par le ou les pouvoirs responsables à l'Office doit couvrir le coût réel de l'élimination des déchets.

Art. 40. L'Office doit également, si l'Exécutif l'en charge, percevoir les taxes et redevances pour compte de la Région, conformément aux articles 6 et 22.

Art. 41. Les recettes de l'Office sont :

1^o la récupération des frais de traitement à charge des entreprises et des autorités publiques qui s'adressent à lui;

2^o des interventions à charge du budget régional dont les modalités sont déterminées par l'Exécutif;

3^o les recettes provenant de la vente des déchets et de produits issus de la transformation de déchets que l'Office a pris en charge;

4^o un fonds initial de roulement dont le montant et les modalités de mise à disposition sont fixés par l'Exécutif, conformément à l'article 51 de la loi du 28 juin 1963 précitée;

5^o les emprunts que l'Exécutif aura été autorisé à contracter par un décret en vue de couvrir les besoins de l'Office.

SECTION IV. — Exécution des obligations internationales

Art. 42. L'Exécutif arrête, dans les limites de la compétence de la Région, toute mesure nécessaire en vue de l'exécution des directives des Communautés européennes en matière de déchets.

Art. 43. Sous les mêmes réserves et dans les mêmes matières, l'Exécutif arrête les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des obligations découlant des autres actes internationaux en vigueur dans l'ordre juridique interne.

CHAPITRE VIII. — Surveillance et sanctions

SECTION I

Surveillance, constatation et recherche des infractions

Art. 44. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de la police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires et agents peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1^o pénétrer à toute heure du jour ou de la nuit en tous lieux mêmes clos et couverts pour lesquels les fonctionnaires et agents désignés ont des raisons de penser qu'il existe des déchets dangereux ou des preuves de l'existence d'une infraction en matière de déchets dangereux. Ils ne peuvent toutefois pénétrer dans les locaux habités qu'entre 5 et 21 heures et avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police;

2^o pénétrer dans les établissements, décharges contrôlées, installations pour lesquelles une autorisation est requise en vertu des articles 19 et 24 ainsi que pénétrer dans les terrains où existent des dépotoirs;

3^o procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions du décret et des arrêtés d'exécution sont effectivement observées, et notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

c) faire l'inventaire des déchets, prélever gratuitement les échantillons nécessaires pour la détermination de la composition des déchets, coproduits ou sous-produits, exiger le cas échéant des détenteurs desdites choses les emballages nécessaires pour le transport et la conservation des échantillons. L'Exécutif peut déterminer le mode et les conditions de la prise d'échantillons ainsi que l'organisation et le fonctionnement des laboratoires agréés pour leur analyse;

4^o en cas d'infraction aux articles 15, 18, 19, 24 et 26 et aux actes pris en vertu de ces articles ou au sujet de déchets dangereux, mettre sous scellés ou saisir, même si le propriétaire n'est pas en cause, les déchets et les moyens de transport qui ont servi à commettre les infractions. Dans les mêmes cas, interdire de déplacer le moyen de transport et les déchets qu'il contient pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures. La mise sous scellés et la saisie doivent être confirmées, à peine de nullité, par le juge au tribunal de police dans les quarante-huit heures;

5^o en cas d'infraction, dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction;

6^o dans l'exercice de leur fonction, requérir l'assistance de la police communale.

Art. 45. Lorsqu'un dépotoir, un dépôt, une décharge contrôlée, une installation est exploitée sans l'autorisation ou l'agrément requis en vertu du présent décret, le bourgmestre, sur rapport du fonctionnaire chargé de la surveillance, ordonnera la cessation du travail, mettra les installations sous scellés et au besoin procédera à la fermeture provisoire.

Les mêmes pouvoirs sont conférés au fonctionnaire compétent en cas d'inertie du bourgmestre. Un recours contre la décision du bourgmestre ou du fonctionnaire compétent peut être exercé conformément aux règles de l'article 27. Les mesures prises sont levées de plein droit si le propriétaire ou l'exploitant reçoit l'autorisation ou l'agrément.

SECTION II. — Sanctions applicables aux infractions en matière de taxes et de redevances

Art. 46. § 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à deux cent mille francs, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent décret en matière de taxes et redevances.

La loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales n'est pas applicable pour l'amende précitée.

§ 2. Les règles du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 45, sont applicables en cas d'infraction visée au § 1^{er}. Les personnes physiques et morales sont civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

SECTION III. — Sanctions applicables aux infractions n'ayant pas trait aux taxes et redevances

Art. 47. § 1^{er}. Est puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs celui qui aura abandonné ses propres déchets ménagers en infraction à l'article 15.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement celui qui aura abandonné des déchets autres que ses propres déchets ménagers, en infraction à l'article 15.

§ 3. Les amendes visées aux §§ 1 et 2 sont également applicables en cas d'abandon de papiers sur la voie publique.

§ 4. S'il s'agit de déchets dangereux, l'amende est de cinq cents francs à cinq cent mille francs.

Art. 48. Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

1° quiconque entrave la surveillance organisée en vertu du présent décret, s'oppose à ou refuse la prise d'échantillons ou les mesures d'urgence;

2° quiconque fait, dans une intention de fraude, une fausse déclaration ou omet sciemment des données, lorsqu'une déclaration est requise en vertu du présent décret ou en vertu d'un arrêté d'exécution.

S'il s'agit de déchets dangereux, l'amende mentionnée au premier alinéa est de mille francs à vingt mille francs.

Art. 49. Est puni d'une amende de vingt-six francs à dix mille francs, celui qui, étant tenu de fournir des renseignements en vertu de l'article 13, § 1^{er} ou en vertu de l'article 35 et des arrêtés pris en vertu de cet article, ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées.

Art. 50. Toute infraction aux articles 13, §§ 2 et 36 est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal, outre l'application éventuelle de sanctions disciplinaires.

Art. 51, § 1^{er}. Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui commet les infractions suivantes aux dispositions des articles 5, 7, 17, 19 à 21, 24 à 26, 42 et 43 du présent décret et de leurs arrêtés d'exécution :

1° effectuer un acte, exploiter un dépôt, un établissement, un dépôt, une décharge contrôlée ou une autre installation, lorsque ces actes ou opérations sont soumis à autorisation ou agrément, sans avoir obtenu l'autorisation ou l'agrément, ou sans respecter une mesure de suspension de l'autorisation ou de l'agrément;

2° enfreindre une interdiction de rejet ou d'exploitation;

3° effectuer un acte, exploiter un établissement, un dépôt ou une autre installation, lorsque ces actes et opérations sont soumis à déclaration préalable, sans avoir effectué cette déclaration;

4° n'avoir pas respecté certaines conditions d'autorisation et d'agrément, lorsque les arrêtés réglementaires d'exécution précisent expressément que ces absences de respect sont passibles de sanctions pénales en plus des sanctions administratives.

§ 2. L'Exécutif peut prévoir, par règlement, une amende dont il fixe les montants minimum et maximum entre cent francs et cent mille francs pour les infractions aux arrêtés d'exécution des articles 5, 7, 17, 19 à 21, 24 à 26, 42 et 43 qui ne sont pas visées au § 1^{er}.

§ 3. Lorsqu'il s'agit de déchets dangereux, les montants minimum et maximum des amendes mentionnées aux paragraphes précédents sont quintuplés.

Art. 52. Les infractions aux dispositions des plans visés à l'article 11 qui sont obligatoires à l'égard des administrés sont punies d'une amende de cent francs à cent mille francs, sauf dans les cas précisés par l'Exécutif où le plan prévoit que l'infraction n'est pas pénalement punissable.

Art. 53. Est puni des peines prévues, selon le cas, aux articles 47 à 52 :

1° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, ne lui a pas donné les moyens nécessaires pour respecter les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, compte tenu de la mission qu'il avait assignée à la personne employée;

2° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, a confié à celle-ci une mission pour laquelle elle n'avait pas les connaissances lui permettant de s'en acquitter dans le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, sans avoir vérifié de manière adéquate qu'elle avait ces connaissances.

Art. 54. En cas de récidive à une infraction visée aux articles 47 à 53 dans les trois ans qui suivent un jugement définitif portant condamnation pour l'une des infractions visées à ces articles, la peine et l'amende peuvent être portées au double du maximum. En outre, le juge peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive du dépôt, de la décharge contrôlée, de l'installation, du dépôt ou en cas d'infraction aux articles 18 à 28 et aux arrêtés d'exécution de ces articles.

Art. 55. Même lorsqu'ils n'appartiennent pas au contrevenant, les déchets et les moyens de transport, qui ont servi à commettre les infractions réprimées par le présent décret, peuvent être confisqués.

Les déchets confisqués sont mis automatiquement à la disposition de l'Office des déchets.

Art. 56, § 1^{er}. Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre V ni de l'article 85, sont applicables aux infractions mentionnées aux articles 47 à 53.

§ 2. Les personnes physiques et morales sont civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs.

Art. 57. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes et frais auxquels sont condamnés ses préposés ou mandataires ainsi qu'au paiement des frais de justice.

Art. 58, § 1^{er}. En cas d'infraction aux articles 15, 18 et 19, le juge peut condamner le délinquant outre les peines prévues aux articles précédents :

1° à exécuter des mesures qu'il prescrit pour protéger les voisins ou l'environnement des nuisances causées. Le juge peut enjoindre d'ordonner l'accomplissement de travaux destinés à réduire, faire réduire ou faire cesser les nuisances ou empêcher l'accès aux lieux;

2° à l'interdiction de tout dépôt ou décharge contrôlée, pendant la durée qu'il détermine, à l'endroit où l'infraction s'est produite;

3° à la publication de la décision judiciaire dans la presse, aux frais du condamné, selon les modalités que le juge indique.

§ 2. En cas d'infractions aux articles 15, 18 et 19, le juge doit ordonner que les déchets soient éliminés et les lieux remis en état. Il pourra charger l'Office des déchets d'exécuter ces obligations aux risques et aux frais du condamné. Le condamné pourra être contraint au remboursement des frais sur simple état dressé par l'Office, rendu exécutoire par le juge des saisies.

§ 3. Celui qui, condamné en vertu du § 1^{er} et du § 2, n'exécute pas dans le délai prescrit, les obligations imposées par le juge ou enfreint les interdictions qu'il établit, ou s'oppose aux mesures d'office qu'il prescrit peut être puni d'une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de mille francs à cinq cent mille francs ou à une de ces peines seulement.

En cas d'inexécution des obligations prescrites par le juge en vertu du § 1^{er}, 1°, l'Office des déchets en assure l'exécution et en récupère les frais comme indiqué au § 2.

§ 4. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie au fonctionnaire désigné par l'Exécutif copie des citations à comparaître relatives à des infractions visées au § 1^{er} et au § 2 devant les juridictions de fond.

§ 5. Les jugements où il est fait application du présent article sont notifiés à l'Office des déchets par le greffier de la juridiction en même temps qu'au condamné.

CHAPITRE IX. — Dispositions abrogatoires

Art. 59. Sont abrogés pour la Région Wallonne les articles 5, 6, 10 et 11 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 portant des mesures de police sanitaire relatives aux champs d'épandage de boues et d'immondices et à l'utilisation de déchets organiques et déchets de cuisine pour l'alimentation des animaux domestiques.

Art. 60. Les articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 portant des mesures de police sanitaire relatives aux champs d'épandage de boues et d'immondices et à l'utilisation de déchets organiques et déchets de cuisine pour l'alimentation des animaux domestiques restent en vigueur en Région Wallonne aussi longtemps que l'Exécutif n'aura pas pris d'arrêté d'exécution du présent décret en remplacement. Pour l'application de ces articles, il y a lieu d'entendre :

— par « Ministre de l'Agriculture », l'Exécutif;

— par « Inspection vétérinaire », les agents désignés par l'Exécutif en vertu de l'article 44.

Art. 61. Aussi longtemps que les règles d'application de l'article 19, §§ 1^{er} et 5, ainsi que des articles 21, 23, 27 et 44, n'auront pas été définies par l'Exécutif, les autorisations relatives aux dépôts et décharges contrôlées sont réglementées en ce qui concerne la protection des voisins et de l'environnement sur base du titre 1^{er} du Règlement Général pour la Protection du Travail, sans préjudice de l'article 21, § 1^{er} du présent décret.

Art. 62. Les exploitants de la décharge contrôlée, dont l'autorisation accordée en vertu du titre 1^{er} du Règlement Général pour la Protection du Travail court au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, sont tenus :

1° d'obtenir l'agrément prévu à l'article 26 dans un délai de 2 ans à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif établissant les règles d'agrément;

2° de constituer le cautionnement dans un délai d'un an après que la Députation permanente leur ait notifié le montant du cautionnement faute de quoi l'autorisation d'exploiter est retirée; la Députation permanente est tenue d'effectuer cette notification au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 63. § 1^{er}. L'exploitant ou le propriétaire de sites, où soit le dépôt, soit le déversement de déchets dangereux est ou a été effectué, doit fournir dans les meilleurs délais et au plus tard à une date fixée par l'Exécutif les renseignements permettant le recensement et l'identification de ces déchets.

§ 2. Quiconque produit ou détient des déchets dangereux et qui n'aurait pas reçu l'autorisation pour exploiter une décharge contrôlée selon l'article 19, § 1^{er}, ou pour un dépôt selon l'article 19, § 7, doit,

dans le meilleur délai et au plus tard à une date fixée par l'Exécutif, les faire éliminer par un établissement ou un entrepreneur autorisé en vertu du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 juillet 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 85 — 2612

5. JULI 1985. — Dekret über die Abfälle (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1. Das vorliegende Dekret hat zum Ziel, der Entstehung von Abfällen vorzubeugen, das Recycling und die Rückgewinnung von Energie und Rohstoffen anzuregen und die Abfallbeseitigung zu organisieren.

Art. 2. Vorliegendes Dekret findet keine Anwendung auf :

1. die Abwässer, auf die sich das Gesetz vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers bezieht mit Ausnahme des Klärschlammes;

2. die im Gesetz vom 28. Dezember 1964 bezüglich der Bekämpfung der Luftverschmutzung erwähnten gasförmigen Ausströmungen, die in die Atmosphäre gelangen;

3. menschliche Leichen;

4. Radioaktive Abfälle, die aus Kernreaktoren stammen.

Art. 3. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1. Abfällen : Ausschüsse, Rückstände, Stoffe, die beseitigt werden, natürliche Abfälle und zwangsweise Abfälle.

2. Ausschuss : jegliches bewegliche Gut, dessen der Besitzer sich freiwillig entledigt.

3. Rückstand : jegliche Substanz oder jeglichen Gegenstand, der nicht vorsätzlich produziert worden ist, sowie Stoffe aus Abfallbeseitigungsanlagen.

Produkte, Koprodukte oder Nebenprodukte, die bei einem industriellen Verfahren anfallen und wiederverwertet oder in einem anderen Produktionsverfahren mit Ausnahme der in Abfallbeseitigungsanlagen durchgeführten Arbeitsvorgänge verwendet werden, werden nicht als Rückstände betrachtet;

4. Natürlichen Abfall : jegliche Substanz oder jeglichen Gegenstand, den die Exekutive den anderen Abfällen gleichstellt;

5. Zwangsweise Abfälle : jegliches bewegliche Gut, dessen sich der Besitzer aufgrund einer Rechtspflicht entledigen muss.

6. Beseitigung : die Sammlung, den Transport, die Lagerung, die Sortierung und die Aufbereitung von Abfällen, d.h. die Arbeiten, die verrichtet werden müssen, um entweder die Energie oder die wiederverwendbaren Elemente und Materialien wiederverwenden zu können oder Abfälle in das natürliche Milieu zurückführen zu können, ohne dass sie die menschliche Gesundheit oder die Erhaltung der Umwelt gefährden.

7. Sammlung : die Abfuhr der Abfälle und ihre Beförderung bis zum Abladeplatz.

8. Hausmüll : alle Abfälle, die bei den üblichen Tätigkeiten der Haushalte anfallen oder derartigen Abfälle gleichgestellt sind, mit Ausnahme des Sondermülls.

9. Gefährlichen Abfällen : Abfälle, die die Exekutive aufgrund der Gefahren für den Menschen oder die Umwelt als solche definiert. Giftige Abfallstoffe im Sinne des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfallstoffe zählen nicht zu den gefährlichen Abfällen.

10. Landwirtschaftlichen Abfällen : Abfälle aus Landwirtschafts-Gartenbau- oder Viehzuchtstätigkeiten.

11. Sondermüll : Abfallstoffe aus Haushalten, die :

— entweder giftig und gefährlich sind;

— oder eine Gefahr für die Umwelt darstellen und für die die Exekutive geeignete Beseitigungsmethoden festlegt.

12. Dienststelle für Abfälle : die Dienststelle der Wallonischen Region für andere Abfälle als Hausmüll.

13. Überwachter Deponie : eine Kippe, die den von der zuständigen Behörde festgelegten Bedingungen unterliegt.

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Ratsdokumente 113 (1983-1984) - Nrn 1 bis 11.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 25. Juni 1985. — Besprechung. — Abstimmung.

KAPITEL II

Einschränkung der Mengen und der Arten der Abfallstoffe

ABSCHNITT I

Vorbeugung gegen die Entstehung von Abfällen

Art. 4. Um der Entstehung schwer zu beseitigender Abfälle vorzubeugen, die Beseitigung der Abfälle zu erleichtern, die eine besondere Gefahr für die Umwelt darstellen, oder die Menge der Abfälle einzuschränken für deren Beseitigung direkt oder indirekt staatliche Behörden aufkommen, kann die Exekutive durch einen in ihrer Mitte beratenen Erlass,

1. Die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe und das Feilbieten von Produkten regeln oder verbieten, wenn durch ihre Herstellung oder ihren Gebrauch schwer zu beseitigende Abfälle entstehen oder wenn sie eine besondere Gefahr für die Umwelt darstellen.

2. Die Herstellung, den Gebrauch und die Zusammensetzung von Produkten regeln oder verbieten, wenn durch ihre Herstellung oder ihren Gebrauch schwer zu beseitigende Abfälle entstehen oder wenn sie eine besondere Gefahr für die Umwelt darstellen.

3. Die Vermarktung von Einwegprodukten regeln.

4. Gewisse ordnungsmässige Bestimmungen treffen in Sachen Verpackung und Etikettierung von Produkten und über den Gebrauch von Behältern für diese, die Verwendung von schwer zu beseitigenden Verpackungen und Behältern verbieten.

5. Die Bewilligung der Subventionen regeln, die den Unternehmen innerhalb eines bestimmten Zeitraums für Investitionen gewährt werden, damit sie die technischen Anpassungen vornehmen können, die aufgrund der in den Absätzen 1 bis 4 erwähnten Verpflichtungen und Verbote erforderlich sind.

Art. 5. Damit die in Artikel 4 genannten Ziele erreicht werden können, werden Personen, die bestimmte Kategorien von Produkten in den Handel bringen, die sich nach ihrer Benutzung als Abfälle wiederfinden, für deren Beseitigung direkt oder indirekt staatliche Behörden aufkommen, verpflichtet, eine Gebühr zu zahlen.

Art. 6. Der Regionalrat bestimmt die Kategorien von Produkten, auf die sich die in Artikel 5 erwähnte Gebühr bezieht, sowie die Gebührensätze. Er legt die Art der Anwendung und der Einziehung der Gebühren fest.

ABSCHNITT II

Verwertung und Wiederverwendung der in den Abfällen enthaltenen Stoffe und der darin enthaltenen Energie.

Art. 7. § 1 Die Exekutive kann :

1. die Art der Nutzung gewisser Materialien, Elemente oder Energieformen regeln, um ihre Rückgewinnung oder die der Materialien, Elemente oder Energieformen, die bei gewissen Fabrikationen mit ihnen in Verbindung gebracht werden, zu erleichtern.

2. jede Art von Werbung für ein Produkt verbieten, die auf das Nichtvorhandensein von wiederverwendeten Materialien bei der Herstellung oder auf den geringen Gehalt an solchen Materialien gegründet ist, wenn das Nichtvorhandensein dieser Materialien der geringe Gehalt daran die wesentlichen Eigenschaften dieser Art von Produkten nicht verändern.

3. technische Kriterien festlegen, denen die zurückgewonnenen Materialien genügen müssen, und das Verfahren der Anerkennung der Einhaltung dieser Kriterien bestimmen.

§ 2. Die Exekutive kann gemäss den Regeln, die sie festlegt, Subventionen gewähren, um die Verwertung oder die Wiederverwendung von in den Abfällen enthaltenen Materialien oder Energien zu erleichtern.

Art. 8. Die Exekutive kann, durch eine Regelung Bestimmungen in die Lastenhefte der Wallonischen Region und der lokalen Verwaltungen einfügen, die dem Submittenten die Benutzung von zurückgewonnenen Stoffen oder von daraus entstandenen Materialien erlauben, wenn ihre Qualität, vergleichbar ist mit der Qualität von nicht zurückgewonnenen Produkten oder Stoffen oder von Materialien, die ausschliesslich aus nichtzurückgewonnenen Stoffen entstanden sind.

Art. 9. Die Exekutive kann eine oder mehrere Abfallbörsen in Form von Vereinigungen ohne Erwerbszweck zulassen. Eine Abfallbörse hat die Aufgabe :

1. die Besitzer und Käufer von Abfällen über die Notierungen für verschiedene Abfälle auf den belgischen und ausländischen Märkten zu informieren.

2. Absatzgebiete und Möglichkeiten für in Wallonien aufbewahrte Abfälle und eventuell Lagerungsmöglichkeiten für gewisse Abfälle zu finden.

3. die Verbindung zwischen Angebot und Nachfrage zu fördern.

Art. 10. Die Exekutive kann den Abfallbörsen eine nicht eintreibbare Subvention für das erste Jahr ihrer Tätigkeit gewähren.

KAPITEL III. — Planung der Abfallbeseitigung

Art. 11. § 1 Der von der Exekutive ernannte Beamte entwirft entweder einen globalen Plan für die Abfallbeseitigung oder verschiedene Pläne je nach Kategorie von Abfällen.

Zu diesem Zweck konsultiert er

— die Gemeinden und Gemeindevereinigungen, die in Sachen öffentliche Sauberkeit zuständig sind;

— die Dienststelle für Abfälle, für andere Abfälle als Hausmüll;

— die in Artikel 37 erwähnte Kommission.

§ 2. Es wird eine öffentliche Untersuchung gemäss den von der Exekutive festgelegten Regeln eingeleitet :

Die Gemeindeverwaltungen informieren die Bevölkerung, sie sammeln die Gutachten und Beschwerden und leiten sie weiter. Sie können auch der Exekutive die Ansicht der Gemeindebehörde selbst darlegen.

Auf dieser Grundlage legt die Exekutive den oder die Pläne für die Abfallbeseitigung durch einen in ihrer Mitte beratenen Erlass fest.

Damit diese Pläne wirksam werden, muss die Exekutive innerhalb zweier Jahre die nötigen reglementarischen Massnahmen verabschieden.

Diese Pläne werden drei Jahre nach ihrer Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt verbindlich.

Was die Sammlung von Hausmüll angeht, hat der Plan jedoch nur einen informativischen Wert.

Die Pläne werden für eine Dauer von fünf Jahren erstellt. Sie können im Falle aussergewöhnlicher Umstände vor diesem Zeitpunkt von der Exekutive überprüft werden.

Sie bleiben eventuell über diesen Zeitpunkt hinaus verbindlich, bis den für die folgende Periode festgelegte Plan im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht worden ist.

Nach einer öffentlichen Untersuchung, deren Modalitäten von der Exekutive festgelegt werden, kann aufgrund eines Beschlusses der Exekutive, der gebührend durch die Notwendigkeit begründet ist, mit einer unvorhergesehenen Situation fertig zu werden, von diesen Plänen abgewichen werden.

§ 3. Wenn einer Gemeinde aufgrund des Plans vorgeschrieben wird, den Hausmüll von einem oder mehreren Abfallbeseitigungsunternehmen beseitigen zu lassen, ist diesen Beseitigungsunternehmen verboten, der Gemeinde wie auch immer andere als technische Bedingungen bezüglich der Abfuhr und der Beförderung des Hausmülls aufzuerlegen; sie haben nicht das Recht, die Beseitigung zu verweigern oder eine Gemeinde wegen ihres Abfuhrsystems zu benachteiligen.

Art. 12. § 1. Die Pläne müssen folgendes angeben :

1. die Arten und Mengen der zu beseitigenden Abfälle;

2. die allgemeinen technischen Vorschriften, die bei der Beseitigung jeder gegebenen Kategorie von Abfällen zu beachten sind;

3. wenn nötig, die spezialisierten Aufbereitungsanlagen;

4. die für die Beseitigung in Betracht gezogenen Gelände;

5. die Gelände für die überwachten Deponien.

§ 2. Den Plänen werden Angaben bezüglich ihrer Auswirkungen auf den Haushalt und ihrer vorhersehbaren Auswirkungen auf die Umwelt beigefügt.

Es wird eine Analyse des Kosten-Gewinnverhältnisses erstellt.

§ 3. Bei der Erstellung der Pläne wird darauf geachtet, dass die Abfallbeseitigung so gestaltet wird, dass das Recycling, die Wiederverwendung, die Rückgewinnung und die Regeneration gefördert werden.

Art. 13. § 1. Alle Abfallbeseitigungsunternehmen sind verpflichtet, der Verwaltung die Auskünfte zu erteilen, um die sie im Hinblick auf die Erstellung der Pläne bittet. Insbesondere sind die Gemeinden und Gemeindevereinigungen verpflichtet die erbetenen Auskünfte in bezug auf den Hausmüll zu erteilen, und die Unternehmen, diejenigen in bezug auf Industrieabfälle, Produkte, Nebenprodukte und Koprodukte.

§ 2. Es ist der Gemeindebehörde und ihren Bediensteten untersagt, Fabrikationsgeheimnisse, die eventuell in den aufgrund des vorliegenden Artikels eingeholten Auskünften enthalten sind, ganz oder teilweise zu verraten, wenn die Unternehmen, die die Auskünfte erteilt haben, auf die vertraulichen Informationen hinweisen und darum bitten, das Geheimnis zu wahren.

KAPITEL IV

Abfuhr des Hausmülls und Bekämpfung der wilden Müllkippen

Art. 14. § 1. Jeder Bewohner und Besitzer eines Gebäudes hat ein Anrecht auf Abfuhr des Hausmülls, unbeschadet des Rechts der Gemeinde, die Nutzniesser mit den Kosten der Beseitigung zu belasten.

§ 2. Der Gemeinderat legt durch eine Gemeindeverordnung die geeigneten Massnahmen zur Beseitigung des Hausmülls sowie die Modalitäten der Geltendmachung des Rechtes auf Abfuhr fest.

§ 3. Die Gemeindebehörde teilt jedem Haushalt oder jeder Gemeinschaft die Tage der Abfuhr und gegebenenfalls die anderen Massnahmen mit, die die Gemeinde getroffen hat, der Bevölkerung um zu ermöglichen, sich ihres Hausmülls zu entledigen.

§ 4. Unter den Bedingungen, die sie festlegt, und unbeschadet der Einhaltung der anderen Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, kann die Gemeindebehörde auch den Handwerkern, Einzelhändlern, Verwaltungen und Büros ihre Dienste zur Verfügung stellen.

Die Handwerker, Einzelhändler, Verwaltungen und Büros haben das Recht, auf diese Gemeindedienste zu verzichten.

§ 5. Wenn die Gemeinde aus irgendeinem Grund nicht mehr in der Lage ist, die Abfuhr auf dem ganzen Gebiet oder auf einem Teil davon zu organisieren, und dieser Ausfall eine Bedrohung für die Gesundheit der Bevölkerung oder für die Umwelt darstellt, kann der Gouverneur der Provinz unter Einhaltung der in Kapitel III erwähnten Pläne, geeignete Massnahmen ergreifen. Die Kosten der vom Gouverneur getroffenen Massnahmen gehen zu Lasten der Gemeinde.

Art. 15. Es ist verboten, Abfall an einem öffentlichen Ort oder auf Privatgelände ausserhalb der zu diesem Zweck von den zuständigen Verwaltungsbehörden zugelassenen Stellen zurückzulassen, oder sich dessen zu entledigen, ohne die Bestimmungen der Gemeindeverordnungen in Sachen Müllabfuhr einzuhalten.

Art. 16. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 28 kann die Gemeindebehörde von Amts wegen die Abfuhr und die Aufbereitung der zurückgelassenen Abfälle vornehmen oder vornehmen lassen; im Falle der Untätigkeit der Gemeinde kann auch die regionale Verwaltung diese Abfuhr oder diese Aufbereitung vornehmen lassen. Die betreffende Behörde streckt das Geld zur Deckung der Beseitigungskosten vor.

KAPITEL V. — *Verhütung und Einschränkung der Immissionen bei der Abfallbeseitigung*ABSCHNITT I. — *Richtlinien*

Art. 17. § 1. Jede Person, die Abfälle produziert oder besitzt, ist verpflichtet, deren Beseitigung gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sicherzustellen oder sicherstellen zu lassen und sie so vorzunehmen oder vornehmen zu lassen, dass negative Auswirkungen auf den Boden, die Flora, die Fauna, die Luft oder das Wasser möglichst gering sind oder allgemein, dass weder die Umwelt noch die Gesundheit des Menschen gefährdet werden.

§ 2. Unbeschadet der Regeln zur Anwendung der Artikel 19 bis 28 werden die Rückstände entweder vom Urheber des Prozesses, der sie hervorbringt, beseitigt oder aber einem zur Abfallbeseitigung berechtigten Unternehmen überlassen, oder ausserhalb der Wallonischen Region verlagert.

§ 3. Die Exekutive kann die Bedingungen festlegen unter denen Abfälle ausserhalb der Wallonischen Region verlagert werden können.

ABSCHNITT II. — *Ansiedlung und Betrieb von Müllabladplätzen, überwachten Deponien und Aufbereitungsanlagen*

Art. 18. Es ist verboten, andere Müllabladplätze als überwachte Deponien anzusiedeln oder zu betreiben. Die Exekutive kann die Mindestbedingungen für das Betreiben der überwachten Deponien festlegen.

Art. 19. § 1. Die Ansiedlung und der Betrieb einer überwachten Deponie, einer Lagerung oder einer Aufbereitungsanlage unterliegen einer Genehmigung, die der Ständige Ausschuss der Provinz, in der die überwachte Deponie, die Lagerung oder die Anlage angesiedelt werden, für eine bestimmte Zeitspanne bewilligt.

Der Antragsteller, der Gouverneur oder eine betroffene Drittperson können Einspruch bei der Exekutive einlegen.

Dieser Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung. Die Exekutive kann ebenfalls die Vergrösserung oder die Umgestaltung der überwachten Deponie oder der Aufbereitungsanlage gemäss dem Verfahren, das sie festlegt, einer Genehmigung unterwerfen.

§ 2. Die Genehmigung muss mit Bedingungen versehen sein, die dazu bestimmt sind, die Einhaltung des vorliegenden Dekrets und insbesondere des Artikels 21 zu gewährleisten.

Die Genehmigung darf nur für die Stellen erteilt oder erneuert werden, die in den in Kapitel III erwähnten Plänen vorgesehen sind.

§ 3. Das Einverständnis der Gemeinde wird verlangt, wenn es darum geht, die Genehmigung für eine überwachte Hausmülldeponie zu erteilen oder zu erneuern, die sich auf dem Gebiet einer Gemeinde befindet, welche den gesamten Hausmüll ihrer Bevölkerung durch ein anderes Verfahren als die überwachte Deponie aufbereiten lässt.

§ 4. Die in Artikel 41 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnte Baugenehmigung verliert ihre Gültigkeit, solange die aufgrund von § 1 verlangte Genehmigung nicht erteilt worden ist.

§ 5. Die Exekutive bestimmt die Regeln zur Anwendung der §§ 1 bis 3 sowie die Regeln gemäss denen eine Genehmigung beantragt oder erneuert wird oder gemäss denen die Bedingungen für eine bereits erteilte Genehmigung abgeändert werden.

Die Genehmigungen und Erneuerungen von Genehmigungen dürfen erst erteilt werden, nachdem eine öffentliche Untersuchung in der Gemeinde vorgenommen wurde, in der die überwachte Deponie, die Lagerung oder die Anlage liegt. Die Gemeinde veranstaltet diese öffentliche Untersuchung gemäss den Regeln, die die Exekutive festlegt.

§ 6. Die Exekutive kann die Benutzung der überwachten Deponien, der Lagerung und der Aufbereitungsanlagen für Abfälle aus fremden Staaten und aus anderen Regionen besonderen Bedingungen unterwerfen.

§ 7. Die Exekutive kann die Müllagerungen, die sie bestimmt, durch Erlass mit Verordnungscharakter den Bestimmungen der §§ 1 bis 6 unterwerfen.

Art. 20. Was die überwachten Deponien angeht, so kann die Genehmigung nur einem Betreiber gewährt werden, der gemäss den von der Exekutive festgelegten Regeln zugelassen ist.

Die Zulassung wird unter Berücksichtigung der technischen Mittel und der finanziellen Garantien des Bewerbers erteilt; sie wird nur aufrechterhalten, solange keine dem Inhaber der Zulassung gewährte Betriebsgenehmigung wegen Nichtbeachtung der Betriebsbedingungen zeitweilig aufgehoben oder zurückgezogen worden ist.

Art. 21. § 1. Jeder Betreiber einer überwachten Deponie ist verpflichtet, bei Ablauf der Genehmigung oder im Falle des Entzugs derselben die örtlichkeiten gemäss den im Genehmigungsdokument festgelegten technischen Vorschriften wiederherzustellen.

§ 2. Zu diesem Zweck ist in der Genehmigungsurkunde eine Summe vermerkt, die den Kostenspricht, die die Dienststelle für Abfälle tragen müsste, wenn sie selbst die Wiederherstellung vornehmen lassen müsste.

Die Urkunde kann verfügen, dass die Bürgschaft in Teilbeträge aufgeteilt wird, die im voraus und im Verhältnis zur Ausdehnung der genutzten Fläche zahlbar sind.

Dieser Betrag muss zugunsten der Dienststelle für Abfälle als Bürgschaft bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale hinterlegt werden. Die durch die Bürgschaft abgeworfenen Zinsen werden hinzugefügt.

Die Bürgschaft und die Zinsen werden dem Betreiber zurückerstattet, wenn die Wiederherstellung der Örtlichkeiten vom dem von der Exekutive ernannten Bediensteten bestätigt worden ist.

§ 3. Die Genehmigung, eine überwachte Deponie anzusiedeln und zu betreiben, wird erst ab dem Augenblick wirksam, wo die Dienststelle für Abfälle bestätigt, dass die verlangte Bürgschaft hinterlegt worden ist.

§ 4. Die Behörde, die die Genehmigung ausgestellt hat, kann im Laufe der Nutzung die Höhe der Bürgschaft je nach der Entwicklung der Wiederherstellungskosten abändern.

§ 5. Der mit der Aufsicht beauftragte Beamte kann eine einmalige zusätzliche Frist von maximal acht Monaten für die Wiederherstellung bewilligen.

Wenn die Örtlichkeiten innerhalb der gesetzten Frist nicht vollständig wiederhergestellt sind, lässt der Beamte die Wiederherstellung zu Lasten der Bürgschaft vornehmen; wenn der Betrag der Bürgschaft unzureichend ist, ist die Exekutive verpflichtet, die weiteren Auslagen zu Lasten des Betreibers beizutreiben.

Art. 22. § 1. Unbeschadet der Anwendung von Verpflichtungen, die sich aus internationalen Akten ergeben, die in der innern Rechtsordnung gelten, wird das Ausschütten von Abfällen aus fremden Staaten und anderen Regionen einer Regionalsteuer unterworfen, die zu Lasten des Inhabers der Genehmigung oder der aufgrund von Artikel 10, § 6, gewährten Abwechslung geht.

§ 2. Diese Steuer beträgt hundert Franken pro Tonne Abfall, die gemäss der Genehmigung oder Abweichungsurkunde abgeladen werden darf; dieser Betrag wird ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets jährlich durch Erlass der Exekutive je nach der Entwicklung des Verbraucherpreisindex erhöht.

Sie wird regelmässig erhöhen, und zwar gemäss der in der Genehmigungs- oder Abweichungsurkunde angegebenen Periodizität für die Berechnung der Menge, die während der besagten Periode abgeladen werden darf.

Sie bezieht sich auf diese Menge.

Die Genehmigungs- oder Abweichungsurkunden, in denen diese Periodizität bei Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets noch nicht vermerkt ist, können im Hinblick auf die Anwendung des vorliegenden Artikels revidiert werden.

§ 3. Der vorliegende Artikel beeinträchtigt nicht das Recht der Provinzen und Gemeinden, eine Steuer auf das Ausschütten oder das überwachte Abladen der in § 1 erwähnten Abfälle zu erheben.

Art. 23. § 1. Jede aufgrund des vorliegenden Abschnittes erteilte Genehmigung oder Zulassung kann von der für die Erteilung der Genehmigungen oder Zulassungen zuständigen Behörde zeitweilig aufgehoben oder zurückgezogen werden, wenn die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse oder die Genehmigungs- oder Zulassungsbedingungen nicht beachtet werden.

Verwaltungsrechtliche Beschwerden gegen die Beschlüsse über den Entzug oder die zeitweilige Aufhebung einer Genehmigung werden bei der Exekutive eingereicht. Die Exekutive regelt die diesbezüglichen Modalitäten; diese Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 2. Wenn eine aufgrund des vorliegenden Dekrets erteilte Genehmigung oder Zulassung zurückgezogen oder zeitweilig aufgehoben wird, trifft der Bürgermeister, oder, im Falle der Untätigkeit desselben, der von der Exekutive ernannte Beamte die nötigen Massnahmen, damit die Tätigkeit eingestellt oder die Situation den reglementarischen Bestimmungen angepasst wird.

ABSCHNITT III

Sondermassnahmen bezüglich anderer Abfälle als Hausmüll

Art. 24. Für andere Abfälle als Hausmüll kann die Exekutive :

1. die Art und Weise regeln, in der die Beseitigung durchgeführt werden darf und insbesondere bestimmen, in welchen Fällen Abfälle die nicht zum Hausmüll gehören zusammen mit Hausmüll aufbereitet werden können;

2. Jedes Abladen von Abfällen verbieten oder regeln;

3. diejenigen, die in welcher Eigenschaft auch immer Abfälle beseitigen, produzieren, sammeln, kaufen oder verkaufen der Anmeldung, Eintragung, Zulassung oder Genehmigung unterwerfen;

In dem Fall, wo ein Genehmigungssystem eingeführt wird, kann die Erteilung der Genehmigungen von gewissen Bedingungen abhängig gemacht werden, die von der Exekutive festgelegt werden und folgendes zum Gegenstand haben :

a) Bestimmungen technischer Art, um die schädliche Einwirkungen auf den Boden, die Flora, die Fauna, die Luft und das Wasser möglichst gering zu halten oder zu beseitigen und im allgemeinen die Gefährdung der Umwelt und der Bevölkerung zu vermeiden;

b) den vom Antragsteller zu erbringenden Beweis für den Abschluss einer Versicherung, die für alle nachteiligen Folgen haftet, die seine Tätigkeit für Drittpersonen haben könnte;

c) die Leistung einer Bürgschaft zugunsten der Region, bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale oder einem von der Exekutive zugelassenen Bankinstitut oder in Ermangelung dessen, die Eintragung einer Hypothek auf ein unbewegliches Gut, damit die Durchführung des vorliegenden Dekrets und seiner Anwendungsmassnahmen gewährleistet ist;

d) die Vergabe gewisser fachlicher Arbeiten an Personen mit besonderen Qualifikationen. In diesem Fall kann die Exekutive die Regeln für die Zulassung dieser Personen sowie ihre Rechte und Pflichten den Verwaltungsbehörden gegenüber festlegen;

e) Die Pflicht der Abfallsammler, die Abfälle, die bei ihnen abgeliefert werden, anzunehmen;

f) Die Einhaltung der Preisberechnungsregeln bei der Sammlung oder der Beseitigung der Abfälle.

Art. 25. Die Exekutive kann bestimmen, unter welchen Bedingungen öffentliche oder Privatpersonen, die ihren Hauptsitz oder ihren Geschäftssitz ausserhalb der Wallonischen Region haben, den Personen gleichgestellt werden können, die gemäss einer aufgrund von Artikel 24 erstellten Regelung eine Genehmigung erhalten haben.

Art. 26. § 1. Für gewisse Kategorien von Abfällen kann die Exekutive denjenigen, die andere Abfälle als Hausmüll produzieren, befördern, beseitigen und besitzen,

1. verbieten, Abfälle über einen festgelegten Termin hinaus zu bewahren;

2. auferlegen, die zuständige Verwaltungsbehörde über den Besitz und die Verlagerung der Abfälle zu informieren.

§ 2. Die Exekutive kann denjenigen, die gewisse industrielle Koprodukte und Nebenprodukte erzeugen, besitzen oder befördern, welche gefährliche Abfälle sein oder werden können oder mit gefährlichen Abfällen verwechselt werden können, auferlegen

1. über diese Koprodukte und Nebenprodukte Buch zu führen;

2. die zuständige Behörde zu informieren, wenn diese Koprodukte oder Nebenprodukte beseitigt werden sollen;

3. die zuständige Behörde über die Bestimmung und die Verwendung dieser Koprodukte und Nebenprodukte zu informieren.

§ 3. Die Exekutive kann die Beförderung gewisser Abfälle von einer Genehmigung abhängig machen, um somit die Kontrolle der Regeln über die Beseitigung und die Verlagerung der Abfälle ausserhalb der Wallonischen Region zu erleichtern.

ABSCHNITT IV. — Dringlichkeitsmassnahmen

Art. 27. Wenn die in einem Unternehmen ausgeübte Tätigkeit, die aufgrund des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse genehmigungs- oder zulassungspflichtig ist, eine Gefährdung der Umwelt mit sich bringt, und wenn der Leiter des Unternehmens sich weigert, den Anordnungen des von der Exekutive ernannten Beamten Folge zu leisten, ordnet der Bürgermeister, aufgrund des Berichtes des Beamten, die Einstellung der Arbeit an, versiegelt die Anlagen und nimmt notfalls die provisorische und sofortige Schliessung des Unternehmens vor.

Im Falle der Untätigkeit des Bürgermeisters oder wenn die Gefahr derart droht, dass die geringste Verzögerung einen Unfall oder eine schwerwiegende Verschmutzung hervorrufen kann, werden die gleichen Befugnisse dem von der Exekutive ernannten Beamten übertragen.

In dem einen wie in dem anderen Fall kann der betreffende Leiter des Unternehmens bei der Exekutive eine verwaltungsrechtliche Beschwerde einlegen.

Diese Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung. Die Exekutive regelt die diesbezüglichen Modalitäten.

Art. 28. § 1. Die Exekutive, der Gouverneur der Provinz und der Bürgermeister der Gemeinde, wo sich die Abfälle befinden, die eine ernsthafte Bedrohung bedeuten könnten, können jede Massnahme ergreifen, die dazu angetan ist, der Gefahr vorzubeugen oder ihr zu begegnen. Sie können deren Verlagerung an einen Ort anordnen, den sie in Einhaltung der Bestimmungen des in Kapitel III erwähnten Plans wählen.

§ 2. Die obengenannten Behörden können die Streitkräfte, die Gendarmerie und die Dienste des Zivilschutzes einschalten, um für die Abfuhr und die Beförderung der Abfälle sowie für die Sicherheit dieser Operationen zu sorgen : in diesem Fall richten sie einen entsprechenden Auftrag an die zuständigen Mitglieder der nationalen Regierung.

§ 3. Die Kosten für die Verlagerung gehen zu Lasten

1. desjenigen, der die Abfälle zurückgelassen hat, wenn sie ordnungswidrig zurückgelassen wurden;

2. des Eigentümers der Abfälle, in den anderen Fällen.

KAPITEL IV. — Finanzierung

Art. 29. § 1. Jährlich wird eine Abrechnung der verbuchten Einnahmen aus :

1. dem Ertrag der in Artikel 6 genannten Gebühr,

2. dem Ertrag der in Artikel 22 genannten Steuer erstellt.

§ 2. Auf dieser Grundlage wird der Exekutive ein jährlicher Bericht vorgelegt.

Art. 30. § 1. Die Höhe der aufgrund von Artikel 4 Punkt 5 bewilligten Subventionen darf ab dem zweiten Jahr der Erhebung der in Artikel 6 genannten Gebühr die Höhe der in Artikel 29 erwähnten Einnahmen nicht übersteigen.

§ 2. Wenn die Höhe der in Artikel 29 erwähnten Einnahmen es erlaubt, kann die Exekutive ausserdem folgendes finanzieren :

1. die Entwicklung und Erprobung neuer Verfahren zur Abfallbeseitigung;

2. Aktionen, die die Information der Öffentlichkeit und der Unternehmen bezwecken, um somit der Entstehung von Abfällen vorzubeugen und die Erhaltung der öffentlichen Sauberheit zu fördern. Die Exekutive legt die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung dieser finanziellen Beteiligungen durch eine Verordnung fest.

Art. 31. Die Exekutive gewährt den Gemeinden, Provinzen und Gemeindevereinigungen gemäss den Regeln, die sie bestimmt, Subventionen für :

1. den Bau, den Umbau und die Erneuerung von Abfallaufbereitungsanlagen;
2. die Wiederherstellung und Sanierung von Geländen, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets als Deponien benutzt worden sind;
3. den Erwerb der unbeweglichen Güter, die nötig sind zur Errichtung der in Punkt 1 genannten Werke.

Art. 32. Durch die Bewilligung der Subventionen erhält die Exekutive das Recht, die Übermittlung aller Auskünfte bezüglich der subventionierten Anlagen und deren Verwaltung vom Empfänger zu verlangen.

Art. 33. Die Exekutive kann Beamte beauftragen, darauf zu achten, dass die Empfänger einer Subvention die Gewährungsbedingungen einhalten. Sie kann sie zu diesem Zweck befugten Zutritt zu den Anlagen zu verschaffen und sich alle Dokumente vorlegen zu lassen, die dort eventuell aufgrund der Gewährungsbedingungen geführt werden müssen.

KAPITEL VII. — Ergänzende Bestimmungen

ABSCHNITT I. — Statistiken und Auskünfte

Art. 34. Die Exekutive trifft die Regelungen, anhand welcher sie die nötigen Informationen sammeln kann, um die den internationalen Einrichtungen zu übermittelnden Dokumente anzufertigen.

Art. 35. Wenn individuelle Auskünfte unerlässlich sind für die Vorbereitung, die Ausarbeitung oder die Durchführung einer Regelung in Sachen Abfälle oder für die Erfüllung der internationalen Pflichten, kann die Exekutive alle Nachforschungen veranlassen, die nötig sind, um den von ihr bestimmten Diensten der Region diese Auskünfte zur Verfügung zu stellen.

Die bei dieser Gelegenheit gesammelten individuellen Auskünfte dürfen nicht zu anderen Zwecken verwendet werden als denjenigen, zu denen die statistischen Untersuchungen angestellt werden.

Die Exekutive veröffentlicht jährlich globale und anonyme Statistiken, mit Ausnahme jedoch der Angaben deren Bekanntgabe aufgrund der begrenzten Anzahl Informationsgeber individuelle Situationen enthüllen könnte.

Art. 36. Derjenige der, in welcher Eigenschaft auch immer, entweder über individuelle Auskünfte verfügt, die in Anwendung der Artikel 34 und 35 gesammelt worden sind, oder globale und anonyme Statistiken besitzt, deren Bekanntgabe individuelle Situationen enthüllen könnte, darf diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder veröffentlichen noch an unbefugte Personen oder Dienste weiterleiten, Ausserdem dürfen diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder in dem in Artikel 29 der Strafprozessordnung erwähnten Fall noch im Falle einer Zusage vor Gericht vertrat werden, es sei denn, es liegt eine Übertretung des vorliegenden Artikels vor.

ABSCHNITT II. — Kommission für Abfälle

Art. 37. § 1. Es wird eine beratende Kommission in Sachen Abfälle eingesetzt, deren Zusammensetzung und Statuten von der Exekutive durch einen in ihrer Mitte beratenden Erläss festgelegt werden.

Diese Kommission umfasst Vertreter :

- der Industrie, und insbesondere der Rückgewinnungs- und Verpackungsindustrie;
- von Gemeindevereinigungen, die die Beseitigung von Hausmüll wahrnehmen;
- von Vereinigungen von Landwirten, Gärtnern und Viehzüchtern;
- von Verbraucherschutzvereinigungen;
- von Umweltschutzvereinigungen;
- von Arbeitnehmerorganisationen;
- der Verwaltung;
- von Berufsvereinigungen der Abfallsammler und der Betreiber überwachter Deponien.

Der Präsident und der Vizepräsident der Kommission können ausserhalb der in diesem Paragraphen angegebenen Vertreter gewählt werden.

§ 2. Diese Kommission gibt ein Gutachten ab über die Entwürfe von Erlässen mit Verordnungscharakter, die aufgrund des vorliegenden Dekrets herausgegeben werden, mit Ausnahme der Erlasse zur Durchführung des Kapitels VIII und der Artikel 37 bis 41.

Bei der Konsultierung müssen dem Entwurf folgende Unterlagen beigefügt werden :

- ein Bericht über die wirtschaftlichen Auswirkungen des Projekts;
- ein Bericht über die ökologischen Auswirkungen des Projekts.

Ausserdem gibt die Kommission ein Gutachten über jegliche Frage oder jegliches Projekt ab, dass ihr von der Exekutive unterbreitet wird.

§ 3. Wenn das Gutachten der beratenden Kommission ungünstig ist, müssen die aufgrund der Artikel 4, 7, 8, 24, 25 und 26 herausgegebenen Erlasse mit Verordnungscharakter bei sonstiger Nichtigkeit in dem Masse begründet sein, wie vom Gutachten abweichen.

§ 4. Die Exekutive legt die Frist fest, innerhalb derer die Kommission die Gutachten abgeben muss; anderenfalls gilt das Gutachten als günstig.

ABSCHNITT III. — Dienststelle der Wallonischen Region für andere Abfälle als Hausmüll

Art. 38. § 1. Der von der Exekutive mit der Erfüllung der in Artikel 39 genannten Aufgaben beauftragte Dienst wird als regionales Unternehmen eingesetzt.

Die Exekutive legt dessen Rechtsform in Anlehnung an den Titel II des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Buchführung des Staates so wie es bei Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets lautet, fest.

Dieses Unternehmen hat keine Rechtspersönlichkeit. Es trägt die Benennung: Dienststelle der Wallonischen Region für andere Abfälle als Hausmüll.

§ 2. Es wird ein Beirat eingesetzt, der diesem regionalen Unternehmen zur Seite steht und dessen Mitglieder von der Exekutive ernannt werden; die Mehrheit der Mitglieder sind Vertreter des öffentlichen Sektors und mindestens ein Drittel sind Vertreter der betreffenden Industrien. Die Exekutive bestimmt die Zuständigkeiten und legt die Regeln für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Beirats fest. Das Komitee richtet seine Gutachten an den Beamten, der die Dienststelle leitet, ausser wenn das Gutachten von der Exekutive angefordert wird. Die Verwaltung übernimmt die Sekretariatsarbeit.

Art. 39. § 1. Die Dienststelle hat die Aufgabe :

1. die zwangsweise Beseitigung der Abfälle, die nicht zum Hausmüll gehören, vorzunehmen, wenn ein Bürger es nach einer ordnungsgemässen Mahnung von seiten der Verwaltung unterlassen hat, die Verpflichtungen zu erfüllen, die ihm durch das vorliegende Dekret oder in Ausführung desselben auferlegt werden;

2. Abfälle aus einem oder mehreren Unternehmen für Rechnung dieser Unternehmen zu beseitigen, wenn sie einen entsprechenden Antrag einreichen;

3. alle notwendigen Massnahmen, die in Anwendung von Artikel 28 zur Beseitigung von Abfällen in Notfällen ergriffen werden, auszuführen;

4. Im Falle einer Anwendung des Artikels 21, § 5, und auf Antrag des von der Exekutive ernannten Beamten die Wiederherstellung von Geländen vorzunehmen, die als überwachte Deponien benutzt worden sind;

5. die Massnahmen zu deren zwangsweiser Durchführung die Exekutive in Anwendung von Artikel 58 durch den Richter, ermächtigt worden ist, auszuführen;

6. wenn die Exekutive feststellt, dass die für die Beseitigung oder die Aufbereitung der Abfälle verantwortliche Behörde versagt, kann sie der Dienststelle für andere Abfälle als Hausmüll den Auftrag geben, die säumige Einrichtung vorübergehend zu ersetzen.

§ 2. Für die materielle Durchführung ihrer Aufträge, schliesst die Dienststelle Abkommen mit Dritten. Wenn nötig, kann sie die Exekutive bitten, die erforderliche Hilfe bei spezialisierten Institutionen zu beantragen.

Ausserdem kann die Exekutive die Dienststelle ermächtigen, bestimmte Aufträge, deren Art sie bestimmt und für die sie die Mittel festlegt, unmittelbar auszuführen.

§ 3. Die in § 1 Punkt 1 erwähnte zwangsweise Beseitigung von Abfällen, erfolgt zu Lasten des Bürgers, der seinen Pflichten nicht nachkommt.

§ 4. Im Falle einer Anwendung von § 1, Punkt 2, wird die der Dienststelle von den Unternehmen zu entrichtende Vergütung durch Abkommen festgelegt. Die Vergütung muss die Realkosten der Abfallbeseitigung decken.

§ 5. Im Falle einer Anwendung von § 1, Punkt 6, muss die der Dienststelle von der oder den verantwortlichen Behörden zu entrichtende Vergütung die Realkosten der Abfallbeseitigung decken.

Art. 40. Die Dienststelle muss ebenfalls die Steuern und Gebühren gemäss den Artikeln 6 und 22 für Rechnung der Region einziehen, wenn die Exekutive sie damit beauftragt.

Art. 41. Die Dienststelle hat folgende Einnahmen :

1. die Beitreibung der Aufbereitungskosten zu Lasten der Unternehmen und der öffentlichen Behörden, die sich an sie wenden;
2. Beteiligungen zu Lasten des regionalen Haushaltsplans, deren Modalitäten von der Exekutive bestimmt werden;
3. Einnahmen aus dem Verkauf der von der Dienststelle übernommenen Abfälle und der Produkte, die bei der Aufbereitung dieser Abfälle gewonnen werden;
4. die Bereitstellung des Betriebskapitals die Höhe und die Modalitäten der Bereitstellung dieses Kapitals werden von der Exekutive, gemäss Artikel 51 des obenerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 1963 festgelegt;
5. die Anleihen zur Deckung der Bedürfnisse der Dienststelle, zu deren Aufnahme die Exekutive durch ein Dekret ermächtigt wird.

ABSCHNITT IV. — Erfüllung der internationalen Verbindlichkeiten

Art. 42. Im Rahmen der Zuständigkeit der Region erlässt die Exekutive alle notwendigen Massnahmen zur Erfüllung der Verpflichtungen, die sich aus den anderen in der inneren Rechtsordnung geltenden internationalen Akten ergeben.

KAPITEL VIII. — Überwachung und Strafmassnahmen

ABSCHNITT I

Überwachung, Feststellung und Ermittlung der Übertretungen

Art. 44. Unbeschadet der Pflichten, die den Strafverfolgungsbeamten obliegen, überwachen die von der Exekutive ernannten Beamten und Bediensteten die Durchführung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse.

Diese Beamten und Bediensteten dürfen bzw. können in Ausübung ihres Auftrags :

1. zu jeder Tageszeit in alle Räumlichkeiten eindringen, auch wenn sie abgeschlossen und überdacht sind, wenn sie Gründe zu der Annahme haben, dass es dort gefährliche Abfälle gibt oder Beweise für das Vorliegen einer Übertretung in Sachen gefährliche Abfälle. In bewohnte Räumlichkeiten dürfen sie jedoch nur zwischen 5 und 21 Uhr und mit der vorherigen Erlaubnis des Richters am Polizeigericht eindringen;
2. in die Einrichtungen, überwachten Deponien und Anlagen eindringen, für die aufgrund der Artikel 19 und 24 eine Genehmigung erforderlich ist, sowie in die Gelände, auf denen Kippen bestehen;
3. jegliche Untersuchung, Kontrolle und Nachforschung vornehmen und alle Informationen einholen, die ihnen erforderlich scheinen, um sich zu vergewissern, dass die Bestimmungen des Dekrets und der Durchführungserlasse auch tatsächlich eingehalten werden und insbesondere :
 - a) jegliche Person über jegliche Begebenheit befragen, wenn diese Informationen ihnen nützlich sind bei der Ausübung der Aufsicht;
 - b) sich jegliches Dokument, jegliches Schriftstück oder jegliche Urkunde an Ort und Stelle vorlegen lassen, wenn es nützlich ist für die Erfüllung ihres Auftrags. Sie dürfen auch nach solchen Unterlagen suchen und eine fotografische oder andere Kopie davon anfertigen oder sie gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;
 - c) eine Bestandsaufnahme der Abfälle erstellen, die nötigen Proben für die Bestimmung der Zusammensetzung der Abfälle, Koprodukte der Nebenprodukten kostenlos entnehmen, gegebenenfalls von den Besitzern der besagten Dinge die nötigen Verpackungen verlangen. Die Exekutive kann die Verfahrensweise und die Bedingungen für die Entnahme von Proben sowie die Organisation und die Arbeitsweise der für ihre Analyse zugelassenen Laboratorien festlegen;
4. im Falle einer Übertretung der Artikel 15, 18, 19, 24 und 26 und der aufgrund dieser Artikel oder bezüglich der gefährlichen Abfälle getroffenen Massnahmen die Abfälle sowie die Transportmittel, die zum Begehen der Übertretung gedient haben, zu versiegeln oder zu beschlagnahmen, selbst wenn der Eigentümer nicht in die Sache verwickelt ist; in den gleichen Fällen für eine Dauer von höchstens 72 Stunden verbieten, das Transportmittel und die Abfälle, die es enthält, zu verlagern. Die Versiegelung und die Beschlagnahme müssen bei sonstiger Nichtigkeit innerhalb achtundvierzig Stunden vom Richter am Polizeigericht bestätigt werden;
5. Im Falle einer Übertretung, Protokolle aufnehmen, die massgebend sind, solange nicht der Gegenbeweis erbracht wird. Eine Kopie des Protokolls muss dem Übertreter bei sonstiger Nichtigkeit innerhalb vierzehn Tagen nach Feststellung der Übertretung zugestellt werden;
6. in Ausübung ihres Amtes die Unterstützung der Gemeindepolizei anfordern.

Art. 45. Wenn eine Kippe, eine Lagerung, eine überwachte Deponie, eine Anlage ohne die Genehmigung oder Zulassung, die aufgrund des vorliegenden Dekrets erforderlich ist, betreten wird ordnet der Bürgermeister, auf einen Bericht des mit der Überwachung beauftragten Beamten hin die Einstellung der Arbeit an, versiegelt die Anlagen und nimmt notfalls die vorläufige Schliessung vor.

Im Falle der Untätigkeit des Bürgermeisters werden die gleichen Befugnisse dem zuständigen Beamten übertragen. Gegen den Beschluss des Bürgermeisters oder des zuständigen Beamten kann gemäss den Regeln des Artikels 27 Einspruch eingelegt werden.

Die getroffenen Massnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben, wenn der Eigentümer oder der Betreiber die Genehmigung oder die Zulassung erhält.

ABSCHNITT II

Strafmassnahmen im Falle von Übertretungen in Sachen Steuern und Gebühren

Art. 46. § 1. Derjenige, der in betrügerischer Absicht oder in der Absicht zu schaden, die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets in Sachen Steuern und Gebühren übertreibt, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten und einer Geldstrafe von hundert Franken bis zweihunderttausend Franken belegt.

Das Gesetz vom 5. März 1957 über den Zuschlag von einem Zehntel für Geldstrafen findet keine Anwendung auf die obengenannte Geldstrafe.

§ 2. Mit Ausnahme von Artikel 85 kommen die Regeln von Buch I des Strafgesetzbuches im Falle einer unter § 1 erwähnten Übertretung zur Anwendung. Die natürlichen und juristischen Personen sind zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen und die Kosten, die aus den Urteilen gegen ihre Angestellten oder ihre Verwalter, Geschäftsführer oder Liquidatoren entstehen.

ABSCHNITT III

Strafmassnahmen im Falle von Übertretungen, die sich nicht auf Steuern und Gebühren beziehen

Art. 47. § 1. Wer in Übertretung von Artikel 15 seinen eigenen Hausmüll zurücklässt, wird mit einer Geldstrafe von sechshundertzwanzig Franken bis zu fünfhundert Franken belegt.

§ 2. Wer in Übertretung von Artikel 15 andere Abfälle als seinen eigenen Hausmüll zurücklässt wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu sechs Monaten und einer Geldstrafe von hundert Franken bis zu hunderttausend Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

§ 3. Die in § 1 und § 2 erwähnten Geldstrafen gelten ebenfalls für das Zurücklassen von Papier auf öffentlicher Strasse.

§ 4. Wenn es sich um gefährliche Abfälle handelt, beträgt die Strafe von fünfhundert Franken bis zu fünfhunderttausend Franken.

Art. 48. Folgende Personen werden mit einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu drei Jahren und einer Geldstrafe von fünfhundert Franken bis zu zehntausend Franken, oder mit nur einer dieser Strafen belegt :

1. jeder, der die aufgrund des vorliegenden Dekrets organisierte Überwachung behindert, sich der Entnahme von Proben oder den Dringlichkeitsmassnahmen widersetzt oder sie verweigert;
2. jeder, der in betrügerischer Absicht eine falsche Erklärung abgibt oder wissentlich Angaben unterschlägt, wenn aufgrund des vorliegenden Dekrets oder eines Durchführungserlasses eine Erklärung erforderlich ist.

Wenn es sich um gefährliche Abfälle handelt, beträgt die in Absatz 1 erwähnte Geldstrafe von tausend Franken bis zu zwanzigtausend Franken.

Art. 49. Wer aufgrund von Artikel 13, § 1, oder aufgrund von Artikel 35 und der aufgrund dieses Artikels herausgegebenen Erlasse verpflichtet ist, Auskünfte zu erteilen und den ihm auferlegten Verpflichtungen nicht nachkommt, wird mit einer Geldstrafe von sechszwanzig bis zu zehntausend Franken belegt.

Art. 50. Jede Übertretung der Artikel 13, § 2, und 36 wird zusätzlich zur eventuellen Anwendung von Disziplinarstrafen mit den in Artikel 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen belegt.

Art. 51. § 1. Derjenige, der die folgenden Übertretungen der Bestimmungen der Artikel 5, 7, 17, 19bis, 21, 24bis, 26, 42 und 43 des vorliegenden Dekrets und ihrer Durchführungserlasse begeht, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten und einer Geldstrafe von hundert Franken bis zu hunderttausend Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt :

1. eine Handlung vornehmen, eine Kippe, einen Betrieb, eine Lagerung, eine überwachte Deponie oder eine andere Anlage betreiben, wenn diese Handlungen oder Geschäfte genehmigungs- oder

zulassungspflichtig sind, ohne die Genehmigung oder ohne eine Massnahme zur Aussetzung der Genehmigung oder der Zulassung zu beachten;

2. ein Wegwerf- oder Betriebsverbot übertreten;

3. eine Handlung vornehmen, einen Betrieb, eine Lagerung oder eine andere Anlage betreiben, wenn diese Handlungen oder Geschäfte meldepflichtig sind, ohne diese Anmeldung vorgenommen zu haben;

4. gewisse Bedingungen der Genehmigung oder der Zulassung nicht respektiert haben, wenn die Durchführungserlasse mit Verordnungscharakter ausdrücklich angeben, dass die Nichteinhaltungen über die Massregelungen hinaus mit Strafmassnahmen belegt werden.

§ 2. Die Exekutive kann für Übertretungen der Durchführungserlasse zu den Artikeln 5, 7, 17, 19bis, 21, 24bis, 26, 42 und 43, die nicht in § 1 genannt werden, durch Verordnung eine Geldstrafe vorsehen, deren Mindest- und Höchstbetrag sie zwischen hundert Franken und hunderttausend Franken festlegt.

§ 3. Falls es sich um gefährliche Abfälle handelt, werden die Mindest- und Höchstbeträge der im vorangehenden Paragraphen genannten Geldstrafen verdoppelt.

Art. 52. Die Übertretungen der Bestimmungen des in Artikel 11 genannten Plans, die in bezug auf die Bürger verbindlich sind, werden mit einer Geldstrafe von hundert Franken bis zu hunderttausend Franken belegt; ausser in den von der Exekutive genau angegebenen Fällen, wo der Plan vorsieht, dass die Übertretung nicht strafrechtlich verfolgt wird.

Art. 53. Folgende Personen werden, je nach Fall, mit den in den Artikeln 47, bis 52 vorgesehenen Strafen belegt :

1. der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der dieser einen Auftrag erteilt hat, ohne ihr die Mittel zur Verfü- gung zu stellen, die zur Einhaltung der Bestimmungen des vorlie- genden Dekrets und dessen Durchführungserlasse nötig sind;

2. der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der dieser einen Auftrag anvertraut hat, obwohl sie nicht die nötigen Kenntnisse besass, um ihn unter Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und dessen Durchführungserlasse ausführen zu können, und der nicht auf angemessene Weise nachgeprüft hat, ob sie diese Kenntnisse besass.

Art. 54. Im Falle einer Wiederholung einer in den Artikeln 47 bis 53 genannten Übertretung innerhalb von drei Jahren nach einem rechtskräftigen Urteil mit einer Verurteilung aufgrund einer der in diesem Artikel genannten Übertretungen, können die Gefängnisstrafe und die Geldstrafe auf das Doppelte des Höchstbetrages erhöht werden. Ausserdem kann der Richter im Fall einer Übertre- tung der Artikel 18 bis 28 und der Durchführungserlasse dieser Arti- kel, die zeitweilige oder definitive Schliessung der Lagerung, der überwachten Deponie, der Anlage, der Kippe anordnen.

Art. 55. Selbst wenn sie dem Zuwiderhandeln nicht gehören, können die Abfälle und die Transportmittel, die zum Begehen der im vorliegenden Dekret unter Strafe gestellten Verstösse gedient haben, beschlagnahmt werden.

Die beschlagnahmten Abfälle werden automatisch der Dienststelle für Abfälle zur Verfügung gestellt.

Art. 56. § 1. Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches auch die des Kapitels V und des Artikels 58 sind auf die in den Arti- keln 47 bis 53 erwähnten Übertretungen anwendbar.

§ 2. Die natürlichen und juristischen Personen sind zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen und die Kosten, die aus den Verurteilungen ihrer Angestellten und Verwalter, geschäftsfü- hrer oder Liquidatoren entstehen.

Art. 57. Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen und der Kosten, zu denen seine Angestellten oder Bevollmächtigten verurteilt werden, sowie für die Zahlung der Pro- zesskosten.

Art. 58. § 1. Im Falle einer Übertretung der Artikel 15, 18 und 19 kann der Richter den Delinquenten zusätzlich zu den in den voraus- gehenden Artikeln vorgesehenen Strafen zu folgendem verurteilen :

1. der Durchführung von Massnahmen, die er vorschreibt, um die Nachbarn oder die Umwelt vor den verursachten schädlichen Ein- wirkungen zu schützen. Der Richter kann vorschreiben anzuord- nen, dass Arbeiten ausgeführt werden, um die schädlichen Einwir- kungen einzuschränken, einzuschränken zu lassen oder zu beheben oder um den Zugang zum Gelände zu verhindern;

2. dem Verbot jeglichen Depots oder jeglicher geordneter Deponie — für eine Dauer, die er festlegt — an der Stelle, an der die Übertre- tung begangen wurde;

3. der Veröffentlichung des richterlichen Entscheids in der Presse zu Lasten der Verurteilten, gemäss den Modalitäten, die der Richter angibt.

§ 2. Im Falle einer Übertretung der Artikeln 15, 18 und 19 muss der Richter die Beseitigung der Abfälle und die Wiederinstandset- zung der Artlichkeiten anordnen. Er kann die Dienststelle für Abfälle mit der Erfüllung dieser Verpflichtung beauftragen, auf Kosten und Gefahr des Verurteilten. Der Verurteilte kann auf ein- fache von der Dienststelle aufgestellte Abrechnung hin, die durch den Pfändungsrichter für vollstreckbar erklärt worden ist, zur Rückzahlung der Kosten gezwungen werden.

§ 3. Wer aufgrund von § 1 und § 2 verurteilt worden ist und nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist die vom Richter auferlegten Verpflichtungen erfüllt oder den Verboten, die dieser aufstellt, zuwi- derhandelt oder sich den Zwangsmassnahmen, die er vorschreibt, widersetzt, kann mit einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von tausend Franken bis zu fünfhunderttausend Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt werden.

Im Falle der Nichterfüllung der vom Richter aufgrund von § 1, Punkt 1, festgesetzten Verpflichtungen gewährleistet die Dienststelle für Abfälle deren Erfüllung und treibt die Kosten, wie in § 2 angegeben, bei.

§ 4. Der Gerichtsschreiber der Zivil- oder Strafgerichtsbarkeit, lässt dem von der Exekutive ernannten Beamten die Vorladungen in bezug auf in § 1 und § 2 genannte Verstösse vor den Sachge- richtsbarkeiten zukommen.

§ 5. Die Urteile, in denen der vorliegende Artikel angewandt wird, werden der Dienststelle für Abfälle zur gleichen Zeit wie dem Verurteilten zugestellt.

KAPITEL IX. — Aufhebungsbestimmungen

Art. 59. Die Artikel 5, 6, 10 und 11 des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1969 zur Ergreifung von gesundheitspolizeilichen Mass- nahmen in bezug auf Müllabladepätze und auf die Verwendung von organischen Abfällen und Küchenabfällen für die Fütterung von Haustieren sind aufgehoben.

Art. 60. Die Artikel 2 und 4 des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1969 zur Ergreifung von gesundheitspolizeilichen Mass- nahmen in bezug auf Müllabladepätze und auf die Verwendung von organischen Abfällen und Küchenabfällen für die Fütterung von Haustieren bleibt in der Wallonischen Region solange in Kraft, wie die Exekutive keinen Durchführungserlass des vorliegenden Dekrets als Ersatz dafür herausgegeben hat.

Für die Anwendung dieser Artikel versteht man :

- unter « Minister der Landwirtschaft », die Exekutive;
- unter « Veterinärinspektion », die von der Exekutive aufgrund von Artikel 44 ernannten Beamten.

Art. 61. Solange wie die Durchführungsregeln der Artikel 19, §§ 1 und 5, sowie der Artikel 21, 23, 27 und 44 nicht von der Exekutive festgelegt worden sind, werden die Genehmigungen bezüglich der Lagerung und überwachten Deponien, was den Schutz der Nachbarn und der Umwelt angeht, auf der Grundlage des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung geregelt, unbeschadet des Artikels 21, § 1, des vorliegenden Dekrets.

Art. 62. Die Betreiber der überwachten Deponie, deren aufgrund des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erteilte Gene- hmigung bei Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets läuft, sind dazu verpflichtet :

1. die in Artikel 20 vorgesehene Zulassung innerhalb einer Frist von 2 Jahren nach Inkrafttreten des Erlasses der Exekutive zur Aufstellung der Zulassungsregeln zu erlangen;

2. die Bürgschaft innerhalb einer Frist von einem Jahr nach Mit- teilung der Höhe dieser Bürgschaft durch den Ständigen Ausschuss zu hinterlegen; andernfalls wird die Genehmigung zur Betreibung zurückgezogen; der Ständige Ausschuss ist dazu verpflichtet, diese Mitteilung spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets vorzunehmen.

Art. 63. § 1. Der Betreiber oder der Eigentümer von Geländen, auf denen entweder die Lagerung oder das Ausschütten der Abfälle vor- genommen wird oder wurde, muss baldmöglichst und spätestens zu einem von der Exekutive festgesetzten Termin die Auskünfte ertei- len, die die Erlassung und Identifizierung dieser Abfälle ermöglic- hen.

§ 2. Wer gefährliche Abfälle herstellt oder besitzt und nicht die Erlaubnis erhalten hat, eine überwachte Deponie gemäss Artikel 19, § 1, oder eine Lagerung gemäss Artikel 18, § 7, zu betreiben, muss

diese Abfälle baldmöglichst und spätestens zu einem von der Exekutive festgesetzten Termin durch eine aufgrund des vorliegenden Dekrets genehmigte Einrichtung oder ein solches Unternehmen beseitigen lassen.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 5. Juli 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,
A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,
Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonischen Region,
M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser,
Umwelt und Landleben,
V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für
Wohnungswesen und Datenverarbeitung,
J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 85 — 2612

5 JULI 1985. — Verordening met betrekking tot de afvalstoffen (1)

De Waalse Gewestelijke Raad heeft goedgekeurd en Wij, Deelregering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Onderhavige verordening heeft als doelstellingen het zich voordoen van afvalstoffen te voorkomen, het weer bruikbaar maken en het terugwinnen van energie en stoffen aan te moedigen en de opruiming van afvalstoffen te organiseren.

Art. 2. Vallen niet onder de toepassing van onderhavige verordening :

1° het desbetreffende afvalwater in de betekenis van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling, met uitzondering van het zuiveringsslib;

2° de in de lucht uitgestoten gasachtige afvalstoffen, beoogd door de wet van 28 december 1964 met betrekking tot de bestrijding van de luchtvervuiling;

3° de menselijke lijken;

4° de radioactieve afvalstoffen, afkomstig van kernreactors.

Art. 3. In de betekenis van onderhavige verordening, worden verstaan onder :

1° afvalstoffen : de afgekeurde materialen, overschotten, restanten, stoffen die bezig zijn te worden opgeruimd, afvalstoffen op zich en gedwongen afvalstoffen;

2° afgekeurde materialen : alle roerende goederen waarvan de houder zich vrijwillig en opzettelijk ontdoet;

3° overschotten en restanten : alle stoffen of voorwerpen die niet opzettelijk werden geproduceerd alsmede de stoffen die door installaties voor het opruimen van afvalstoffen werden geproduceerd.

De producten, bijproducten of onderproducten die uit een industriële werkwijze voortvloeien en die weer bruikbaar worden gemaakt of gebruikt in een andere produktiewerkwijze, met uitzondering van de operaties die door installaties voor het opruimen van afvalstoffen worden verricht, worden niet als overschotten en restanten beschouwd;

4° afvalstoffen op zich : alle stoffen of alle voorwerpen die door de Deelregering met de andere afvalstoffen zijn gelijkgesteld;

5° gedwongen afvalstoffen : alle roerende goederen waarvan de houder in rechte de verplichting heeft zich te ontdoen;

6° opruiming : de operaties inzake bijeenbrengen en inzamelen, vervoer, opslag, sorteren en verwerken van afvalstoffen die nodig zijn hetzij voor het weer bruikbaar maken van de elementen en materialen die opnieuw kunnen worden gebruikt en de energie, hetzij voor het afstoten in het natuurlijke milieu van de afvalstoffen onder omstandigheden die ertoe geëigend zijn de gezondheid van de mens en de instandhouding van het leefmilieu te verzekeren;

7° bijeenbrengen en inzamelen : het op- en weghalen van de afvalstoffen en hun vervoer tot aan de plaats waar deze worden gelost;

(1) Zitting 1984-1985.

Dokumenten van de Raad 113 (1983-1984), Nrs. 1 tot 11.

Volledig verslag. Openbare zitting van 25 juni 1985. Bespreking. — Stemming.

8° huishoudafvalstoffen : alle afvalstoffen afkomstig van de gebruikelijke activiteit van de huishouding of zij die met dergelijke afvalstoffen worden gelijkgesteld, met uitzondering van de speciale afvalstoffen;

9° gewaarlijkse afvalstoffen : de als zodanig door de Deelregering vastgestelde afvalstoffen op basis van de risico's die zich voor de mens of het leefmilieu voordoen.

De giftige afvalstoffen in de betekenis van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen zijn niet bij de gevaarlijke afvalstoffen inbegrepen;

10° afvalstoffen uit de landbouw : afvalstoffen als gevolg van activiteiten op het gebied van de landbouw, de tuinbouw of de veeteelt;

11° speciale afvalstoffen : afvalstoffen afkomstig uit de huishouding die :

- hetzij giftig en gevaarlijk zijn;
- hetzij een risico te zien geven voor het leefmilieu en waarvoor geëigende methoden ter opruiming door de Deelregering worden vastgesteld;

12° dienst van de afvalstoffen : de Waalse Gewestelijke Dienst van niet uit de huishouding afkomstige afvalstoffen;

13° lossen onder controle : vuilstortplaats onderworpen aan de door de bevoegde autoriteit vastgelegde uitbatingsvoorwaarden.

HOOFDSTUK II. — Vermindering van de hoeveelheden en de verscheidenheid van de afvalstoffen

PARAGRAAF I

Voorcoming van de vorming van afvalstoffen

Art. 4. Ten einde het zich voordoen van moeilijk op te ruimen afvalstoffen te voorkomen, het vergemakkelijken van de opruiming van de afvalstoffen die een bijzondere bedreiging voor het leefmilieu vormen of de hoeveelheid afvalstoffen te verminderen waarvan de opruiming rechtstreeks of onrechtstreeks ten laste van de autoriteiten valt.

De Deelregering kan krachtens een in haar midden genomen besluit :

1° de overdracht ten bezwarende of ten kosteloze titel en het te koop aanbieden van produkten reglementeren of verbieden die door hun fabrikage of hun gebruik, het zich voordoen van moeilijk op te ruimen afvalstoffen veroorzaken of een bijzondere bedreiging voor het leefmilieu te zien geven;

2° de fabrikage, het gebruik en de samenstelling van produkten reglementeren of verbieden die door hun fabrikage of hun gebruik, het zich voordoen van moeilijk op te ruimen afvalstoffen veroorzaken of een bijzondere bedreiging voor het leefmilieu te zien geven;

3° het in de handel brengen van wegwerpprodukten en produkten voor eenmalig gebruik reglementeren;

4° bepaalde reglementaire schikkingen treffen met betrekking tot het verpakken en etiketteren van produkten alsmede het gebruik van verpakkingsmateriaal om deze produkten te bevatten; het gebruik van verpakkingen en verpakkingsmateriaal verbieden die moeilijk kunnen worden opgeruimd;

5° de toekenning van subsidies gedurende een beperkte termijn regelen aan de ondernemingen voor de investeringen die noodzakelijk werden gemaakt door de vereiste technische aanpassingen wegens de in bovenstaande leden beoogde verplichtingen of verboden.

Art. 5. Zijn aan een vergoeding onderworpen, met het oog op het verwezenlijken van de in artikel 4 beoogde doelstellingen, de personen die bepaalde categorieën van produkten in de handel brengen die, na hun gebruik, als afvalstof worden teruggevonden en waarvan de opruiming rechtstreeks of onrechtstreeks ten laste van de autoriteiten wordt gelegd.

Art. 6. De gewestelijke Raad stelt de categorieën produkten vast die bij de in artikel 5 beoogde vergoedingen zijn betrokken alsmede de percentages. De Raad stelt de modaliteiten ter toepassing en ter inning van de vergoedingen vast.

PARAGRAAF II

Valorisatie en opnieuw gebruiken van de stoffen en van de energie die zich in de afvalstoffen bevinden

Art. 7. § 1. De Deelregering kan :

1° de methoden voor het gebruik van bepaalde materialen, elementen of vormen van energie reglementeren ten einde het weer bruikbaar maken hiervan of dat van de materialen, elementen of vormen van energie die hiermee zijn verbonden in bepaalde fabriekages te vergemakkelijken;

2° voor een produkt alle reclame verbieden die gebaseerd is op de afwezigheid van weer bruikbaar gemaakte materialen in zijn fabrikage of het geringe gehalte aan dergelijke materialen wanneer deze afwezigheid of dit geringe gehalte niet dusdanig van aard zijn dat hierdoor de belangrijke hoedanigheden van dit soort produkt worden gewijzigd;

3° technische maatstaven opstellen waaraan de weer bruikbaar gemaakte materialen moeten voldoen en de procedure voor het herkennen van de inachtneming van deze maatstaven.

§ 2. De Deelregering kan subsidies toekennen, volgens de door haar vast te stellen regels, voor het vergemakkelijken en aanmoedigen van de valorisatie en het opnieuw gebruiken van stoffen en energie die zich in de afvalstoffen bevinden.

Art. 8. De Deelregering kan, via een reglement, in de lastenkohieren van het Waalse Gewest en de plaatselijke besturen, bepalingen toevoegen waarmee de inschrijver weer bruikbaar gemaakte produkten of stoffen kan gebruiken of materialen die hieruit zijn voortgekomen waarvan de hoedanigheid vergelijkbaar is met die van niet meer bruikbaar gemaakte produkten of stoffen of van materialen die uitsluitend uit niet weer bruikbaar gemaakte stoffen zijn voortgekomen.

Art. 9. De Deelregering kan één of verscheidene beurzen voor afvalstoffen erkennen die in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk zijn georganiseerd.

Een beurs voor afvalstoffen heeft als opdracht :

1° het informeren van de houders en kopers van afvalstoffen over de koersen van de verschillende afvalstoffen op de Belgische en buitenlandse markten;

2° het vinden van markten en afzetmogelijkheden voor in Wallonië gehouden afvalstoffen, eventueel met inbegrip van mogelijkheden voor de opslag van bepaalde afvalstoffen op tijdelijke basis;

3° het aanmoedigen van het in contact brengen van vraag en aanbod.

Art. 10. De Deelregering kan ter beschikking van de beurzen voor afvalstoffen een niet-terugbetaalbare subsidie voor het eerste bedrijvigheidsjaar stellen.

HOOFDSTUK III. — Planning inzake de opruiming van afvalstoffen

Art. 11. § 1. De door de Deelregering aangewezen ambtenaar stelt hetzij een projekt op voor een globaal plan met betrekking tot de opruiming van de afvalstoffen, hetzij projekten voor plannen per categorie afvalstoffen. Met het oog hierop raadpleegt hij :

— de gemeenten en de verenigingen van gemeenten die bevoegd zijn inzake de openbare reinheid;

— de Dienst van de afvalstoffen voor wat de afvalstoffen van niet-huishoudelijke aard betreft;

— de in artikel 37 vermelde Commissie.

§ 2. Er wordt overgegaan tot een openbaar onderzoek volgens de door de Deelregering vastgestelde regels; de gemeentebesturen informeren de bevolking; zij nemen de adviezen en klachten in ontvangst en geven deze door. Tevens kunnen zij ten dienste van de Deelregering de gevoelens van de gemeentelijke autoriteiten zelf uiteenzetten.

De Deelregering stelt op deze basis het plan of de plannen ter opruiming van de afvalstoffen door een in haar midden genomen besluit vast.

Willen deze plannen van kracht en uitwerking worden, is de Deelregering verplicht binnen twee jaar de nodige reglementaire maatregelen goed te keuren.

Drie jaar na hun publikatie in het *Belgisch Staatsblad*, hebben deze plannen bindende kracht.

Het plan heeft evenwel slechts een informatieve draagwijde voor wat het inzamelen en bijebrengen van de afvalstoffen, afkomstig uit de huishouding betreft.

De plannen worden voor een duur van vijf jaar opgesteld. In geval van uitzonderlijke omstandigheden, kunnen zij door de Deelregering vóór het verstrijken van de termijn worden herzien.

Zij behouden hun bindende kracht eventueel na deze termijn tot de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* van het besluitplan voor de volgende periode.

Van de plannen kan worden afgeweken door een besluit van de Deelregering, naar behoren met beweegredenen omkleed, wegens de noodzakelijkheid aan een onvoorziene toestand het hoofd te moeten bieden, en zulks na een openbaar onderzoek waarvan de organisatiemodaliteiten door de Deelregering worden vastgesteld.

§ 3. Voor wat de opruiming van de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen betreft en wanneer krachtens het plan aan een gemeente de verplichting wordt opgelegd de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen door één of verscheidene opruimers te laten opruimen, kunnen deze opruimers aan de gemeente, op welke wijze ook, geen andere dan technische voorwaarden opleggen met betrekking tot het op- en weghalen en het vervoer van de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen; zij kunnen het opruimen niet weigeren en al evenmin een discriminatie in het leven roepen tegen de gemeente in wegens haar organisatie van het op- en weghalen.

Art. 12. § 1. De plannen moeten betrekking hebben op :

- 1° de soorten en de hoeveelheden op te ruimen afvalstoffen;
- 2° de algemene technische opruimingsvoorschriften met betrekking tot iedere categorie afvalstoffen;
- 3° indien nodig, de gespecialiseerde verwerkingscentra;
- 4° de voor de opruiming beoogde plaatsen;
- 5° de plaatsen voor het vestigen van de gecontroleerde stortplaatsen.

§ 2. De plannen gaan vergezeld van gegevens met betrekking tot hun weerslagen inzake begroting en hun voorzienbare gevolgen voor het leefmilieu.

Er wordt een analyse van de verhouding kosten-winsten opgesteld.

§ 3. De plannen worden opgesteld waarbij erop gelet moet worden dat de opruiming van de afvalstoffen dusdanig wordt georganiseerd dat hierdoor het weer bruikbaar maken, het opnieuw kunnen gebruiken, de terugwinning en de regeneratie worden bevorderd.

Art. 13. § 1. Met het oog op de opstelling van de plannen, is iedere houder of opruimer van afvalstoffen en in het bijzonder de gemeenten en de verenigingen van gemeenten voor wat de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen betreft en de ondernemingen voor wat de industriële afvalstoffen, produkten, onderprodukten en bijprodukten betreft, verplicht aan het bestuur de door dit bestuur gevraagde inlichtingen te verstrekken.

§ 2. Het is aan de overheid en haar agenten verboden alle of een gedeelte van de fabriekageheimen te onthullen die eventueel in de krachtens onderhavig artikel verkregen inlichtingen zijn vervat, wanneer de ondernemingen die de inlichtingen hebben verstrekt, die inlichtingen aanduiden welke een vertrouwelijk karakter hebben en vragen dat het geheim wordt gehandhaafd.

HOOFDSTUK IV. — Op- en weghalen van de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen en bestrijding van de niet-officiële stortplaatsen

Art. 14. § 1. Iedere bewoner en eigenaar van een gebouw heeft het recht op het op- en weghalen van de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen, onverminderd het recht van de gemeente om de kosten van de opruiming ten laste van de begunstigde te leggen.

§ 2. De gemeenteraad stelt aan de hand van een gemeentereglement de gepaste maatregelen vast voor de opruiming van de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen alsmede de modaliteiten ter uitoefening van het recht van het op- en weghalen.

§ 3. De gemeentelijke overheid brengt aan iedere huishouding of gemeenschap de dagen van het op- en weghalen ter kennis en, in voorkomend geval, de andere door de gemeente getroffen schikkingen om de bevolking in staat te stellen zich van haar uit de huishouding afkomstige afvalstoffen te ontdoen.

§ 4. De gemeentelijke overheid kan het genot van haar diensten uitspreken tot de ambachtslieden, kleinhandelaren, besturen en kantoren op de voorwaarden die zij vaststelt en onverminderd het in acht nemen van de andere bepalingen van onderhavige verordening.

De ambachtslieden, kleinhandelaren, besturen en kantoren hebben het recht het genot van de gemeentendiensten te weigeren.

§ 5. Wanneer de gemeente wegens een of andere reden niet meer in staat is het op- en weghalen op haar gehele grondgebied of op een gedeelte daarvan te organiseren en indien deze tekortkoming een bedreiging voor de gezondheid van de bevolking of voor het leefmilieu inhoudt, kan de gouverneur van de provincie passende maatregelen treffen doch met inachtneming van de in hoofdstuk III beoogde plannen. De kosten van de door de gouverneur getroffen maatregelen vallen ten laste van de gemeente.

Art. 15. Het is verboden een afvalstof op een openbare of privéplaats weg te werpen of achter te laten buiten de plaatsruimten om die met het oog hierop door de bevoegde bestuurlijke autoriteit zijn toegestaan of zonder de bepalingen in acht te nemen van de gemeentelijke reglementen met betrekking tot het op- en weghalen van de afvalstoffen.

Art. 16. Onverminderd de toepassing van artikel 28, kan de gemeentelijke overheid ambtshalve overgaan of laten overgaan tot het op- en weghalen en de verwerking van de weggeworpen en achtergelaten afvalstoffen; wanneer de gemeente niet optreedt, kan het gewestelijke bestuur eveneens laten overgaan tot dit op- en weghalen en deze verwerking. De betrokken autoriteiten schiet de aan de opruiming verbonden kosten voor.

HOOFDSTUK V. — Voorkoming en beperking van de hinder bij de opruiming van de afvalstoffen

PARAGRAAF I

Principes

Art. 17. § 1. Iedereen die afvalstoffen produceert of houdt, is verplicht de opruiming hiervan te verzekeren of te doen verzekeren, in overeenstemming met de bepalingen van onderhavige verordening en onder omstandigheden die in staat zijn de negatieve invloeden op de grond, de planten- en dierenwereld, de lucht of het water te beperken en, in het algemeen zonder afbreuk te doen aan het leefmilieu en aan de gezondheid van de mens.

§ 2. Onverminderd de toepassingsregels van artikels 19 tot 28, worden, de overschotten en restanten hetzij opgeruimd door de bedrijver van het proces dat deze voortbrengt, hetzij overgedragen aan een instelling die gemachtigd is voor het opruimen van de afvalstoffen, hetzij naar buiten het Gewest overgebracht.

§ 3. De Deelregering kan de voorwaarden opstellen waarop afvalstoffen naar buiten het Gewest kunnen worden overgebracht.

PARAGRAAF II

Inplanting en uitbating van vuilnisbelten, gecontroleerde stortplaatsen en verwerkingsinstallaties

Art. 18. Het is verboden een andere vuilnisbelt dan een gecontroleerde stortplaats in te planten en uit te baten. De Deelregering kan minimumvoorwaarden vaststellen voor de uitbating van de gecontroleerde stortplaatsen.

Art. 19. § 1. De inplanting en de uitbating van een gecontroleerde stortplaats, een opslagplaats of een installatie voor de verwerking van afvalstoffen zijn aan een machtiging onderworpen welke voor een bepaalde tijdsduur wordt toegekend door de bestendige afvaardiging van de provincie waar de gecontroleerde stortplaats, de opslagplaats of de installatie wordt gevestigd; er kan een verhaal worden ingediend door de aanvrager van de machtiging, door de gouverneur of door een hierbij betrokken derde bij de Deelregering; dit verhaal heeft geen opschortend karakter.

De Deelregering kan tevens, volgens de werkwijze die zij vaststelt, de uitbreiding of de wijziging van de gecontroleerde stortplaats of van de verwerkingsinstallatie aan een machtiging onderwerpen.

§ 2. De machtiging moet voorzien zijn van voorwaarden ertoe bestemd de eerbiediging van onderhavige verordening, en met name van artikel 21, te verzekeren.

De machtiging kan slechts worden verleend of hernieuwd voor de door de in hoofdstuk III beoogde plannen voorziene plaatsen.

§ 3. Wanneer het gaat om het verlenen van een machtiging of het hernieuwen van de machtiging voor een gecontroleerde stortplaats van uit de huishouding afkomstige afvalstoffen die zich op het grondgebied van een gemeente bevindt welke alle uit de huishouding afkomstige afvalstoffen van haar bevolking door een andere werkwijze dan de gecontroleerde stortplaats laat bewerken, is het akkoord van deze gemeente vereist.

§ 4. De uitwerkingen van de in artikel 41 van het Waalse Wetboek voor de Ruimtelijke Ordening en Planologie vermelde bouwvergunning, worden niet zo lang opgeschort als de krachtens § 1 vereiste machtiging niet is verleend.

§ 5. De Deelregering stelt de toepassingsregels van de §§ 1 tot 3 op alsmede de regels volgens dewelke een machtiging wordt gevraagd of hernieuwd of volgens dewelke de voorwaarden tijdens de duur van de machtiging worden gewijzigd.

De machtiging en hernieuwingen van machtigingen kunnen slechts worden verleend na een openbaar onderzoek in de gemeente waar de gecontroleerde stortplaats, de opslagplaats of de installatie is gelegen. De gemeente organiseert dit openbare onderzoek volgens de door de Deelregering vastgelegde regels.

§ 6. De Deelregering kan het gebruik van de gecontroleerde stortplaatsen, opslagplaatsen en verwerkingsinstallaties voor afvalstoffen, afkomstig van vreemde Staten en uit andere gewesten, aan bijzondere regels onderwerpen.

§ 7. De Deelregering kan aan de hand van een reglementair besluit de opslagplaatsen van afvalstoffen die zij bepaalt, aan de voorwaarden van de §§ 1 tot 6 onderwerpen.

Art. 20. Wat de gekontroleerde stortpl. atsen betreft, kan de machtiging slechts aan een erkende uitbater in overeenstemming met de door de Deelregering opgestelde regels worden verleend.

De erkenning wordt verleend, rekening houdende met de technische middelen en de financiële waarborgen van de gegadigde; deze erkenning wordt slechts net zo lang gehandhaafd als geen enkele machtiging ter uitbating die aan de houder van de erkenning werd verleend zal zijn opgeschort of ingetrokken wegens het niet in acht nemen van de voorwaarden ter uitbating.

Art. 21. § 1. Iedere uitbater van een gekontroleerde stortplaats is verplicht de plaatsen weer in orde te brengen na afloop van de machtiging of in geval deze wordt ingetrokken, in overeenstemming met de in de machtigingsakte vastgestelde technische voorschriften.

§ 2. De machtigingsakte vermeldt te dien einde een bedrag dat gelijkwaardig is aan de kosten die de Dienst van de afvalstoffen zou moeten dragen indien deze Dienst zelf tot het weer in orde brengen zou moeten laten overgaan.

De akte kan bepalen dat de betaling van de borgstelling in vooruit te betalen schijven wordt gesplitst, afhankelijk van de uitbreiding van het uitgebate oppervlak. Dit bedrag moet, ten voordele van de Dienst van de afvalstoffen, als borgstelling bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring worden gegeven. De door de borgstelling voortgebrachte interesten worden eraan toegevoegd.

De borgstelling en de interesten worden aan de uitbater teruggegeven wanneer het weer in orde brengen van de plaatsen door de uitbater door de door de Deelregering aangewezen ambtenaar werd vastgesteld.

§ 3. De machtiging voor het inplanten en uitbaten van een gekontroleerde stortplaats wordt slechts van kracht vanaf het ogenblik waarop de Dienst van de afvalstoffen erkent dat de vereiste borgstelling werd gedaan.

Wanneer de borgstelling wordt gesplitst, is de machtiging slechts van toepassing voor een gedeelte van het terrein vanaf het ogenblik waarop de Dienst van de afvalstoffen erkent dat de hiermee overeenkomende schijf van de vereiste borgstelling in bewaring is gegeven.

§ 4. De autoriteit die de machtiging heeft afgegeven, kan het bedrag van de borgstelling tijdens de looptijd van de uitbating wijzigen, afhankelijk van de ontwikkelingsgang van de kosten voor het weer in orde brengen.

§ 5. De met het toezicht belaste ambtenaar kan één enkele aanvullende termijn van maximum acht maanden voor het weer in orde brengen verlenen.

Indien de plaatsen binnen de vereiste termijn niet weer volledig in orde zijn gebracht, kan de ambtenaar tot het weer in orde brengen doen overgaan ten laste van de borgstelling; indien het bedrag van de borgstelling onvoldoende is, is de Deelregering verplicht de gemaakte aanvullende kosten ten laste van de uitbater terug te vorderen.

Art. 22. § 1. Onverminderd de toepassing van verplichtingen die uit de internationale akten voortvloeien welke in de interne rechtsorde van kracht zijn, is het storten van afvalstoffen, afkomstig uit vreemde Staten en uit andere gewesten onderworpen aan een gewestelijke taks, ten laste van de houder van de machtiging of van de krachtens artikel 19, § 8, verleende afwijking.

§ 2. Deze taks bedraagt honderd frank per ton afvalstoffen waarvan het storten in de machtigings- of afwijkingsakte is toegestaan; dit bedrag wordt jaarlijks door een besluit van de Deelregering verhoogd, afhankelijk van de ontwikkelingsgang van de index van de consumptieprijzen, vanaf het van kracht worden van onderhavige verordening.

Bedoelde taks wordt, volgens de in machtigings- of afwijkingsakte aangegeven periodiciteit, regelmatig geïnd voor de berekening van de hoeveelheid die tijdens genoemde periode mag worden gestort. Deze taks is op deze hoeveelheid van toepassing.

De machtigings- of afwijkingsakten die bij het van kracht worden van onderhavige verordening deze periodiciteit niet aangeven, kunnen worden herzien met het oog op de toepassing van onderhavig artikel.

§ 3. Onderhavig artikel brengt geen nadeel toe aan het recht van de provincies en gemeenten een taks op het storten of op de gekontroleerde stortplaats voor de in § 1 vermelde afvalstoffen te innen.

Art. 23. § 1. Iedere machtiging of erkenning die krachtens onderhavige paragraaf werd verleend, kan door de bevoegde autoriteit voor het verlenen van de machtigingen of erkenning worden opgeschort of ingetrokken indien de bepalingen van onderhavige verordening en van haar uitvoeringsbesluiten of de voorwaarden ter machtiging of ter afwijking niet in acht worden genomen.

Bij de Deelregering kan een verhaal worden ingediend tegen de besluiten inzake het intrekken of opschorten van een machtiging. De Deelregering regelt hiervan de modaliteiten; dit verhaal heeft geen opschortend karakter.

§ 2. Wanneer een machtiging of wanneer een erkenning met betrekking tot de uitbating van een instelling die krachtens onderhavige verordening werd verleend, wordt ingetrokken of opgeschort, zal de burgemeester of, wanneer deze niet optreedt, de door de Deelregering aangewezen ambtenaar, de noodzakelijke maatregelen treffen om ervoor te zorgen dat de activiteit wordt stopgezet of dat de toestand in overeenstemming met de reglementaire bepalingen wordt gebracht.

PARAGRAAF III

Bijzondere maatregelen met betrekking tot andere dan uit de huishouding afkomstige afvalstoffen

Art. 24. De Deelregering kan voor de andere dan uit de huishouding afkomstige afvalstoffen :

1^o de manier reglementeren waarop het is toegestaan de opruiming te verrichten en met name de gevallen bepalen waarin de niet uit de huishouding afkomstige afvalstoffen tegelijkertijd met de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen kunnen worden verwerkt;

2^o alle opslagplaatsen van afvalstoffen verbieden of reglementeren;

3^o degenen aan een verklaring, registratie, erkenning of machtiging onderworpen die te ene of andere titel, afvalstoffen opruimen en afvalstoffen produceren, bijeenbrengen, kopen of verkopen.

Ingeval een machtigingsstelsel wordt ingesteld, kan de aflevering van de machtigingen ondérgeschikt worden gemaakt aan door de Deelregering vastgestelde voorwaarden die betrekking hebben op :

a) bepalingen op technisch vlak met het oog op het beperken of uitschakelen van de nadelige uitwerkingen voor de grond, de planten- en dierenwereld, de lucht of het water en, in het algemeen om de aan het leefmilieu en de bevolking toegebrachte nadelen te voorkomen;

b) de bewijslevering door de persoon die de machtiging aanvraagt dat zij een verzekeringpolis heeft afgesloten ter dekking van haar aansprakelijkheid voor alle voor derden nadelige gevolgen die uit haar activiteiten zouden kunnen voortvloeien;

c) het vormen, ten voordele van het Gewest, van een borgstelling bij de Deposito- en Consignatiekas of bij een door de Deelregering erkende bankinstelling of, bij ontstentenis, de inschrijving van een hypotheek of een onroerend goed ten einde de tenuitvoerlegging van onderhavige verordening en van haar toepassingsmaatregelen te waarborgen;

d) het toewijzen van bepaalde gespecialiseerde taken aan personen die bijzondere kwalificaties bezitten. In een dergelijk geval, kan de Deelregering regels ter erkenning van deze personen, hun rechten en hun verplichtingen ten opzichte van de bestuurlijke autoriteiten bepalen;

e) de verplichting voor degenen die de afvalstoffen bijeenbrengen, de afvalstoffen te aanvaarden die hun worden overhandigd;

f) het in acht nemen van de prijsberekeningsregels bij het bijeenbrengen of de opruiming van de afvalstoffen.

Art. 25. De Deelregering kan voorwaarden vaststellen waarop openbare of privé-personen die hun zetel of maatschappelijke zetel buiten het Waalse Gewest hebben, kunnen worden gelijkgesteld met de personen die een machtiging hebben verkregen in overeenstemming met een krachtens artikel 24 opgestelde reglementering.

Art. 26. § 1. De Deelregering kan aan de producenten, vervoerders, opruimers en houders van andere dan uit de huishouding afkomstige afvalstoffen, voor bepaalde categorieën afvalstoffen voorschrijven :

1^o het verbod om afvalstoffen langer dan een vastgestelde termijn te houden;

2^o de verplichting de bevoegde bestuurlijke autoriteit in te lichten over het houden en de verplaatsingen van de afvalstoffen.

§ 2. De Deelregering kan aan degenen die bepaalde industriële bijprodukten en onderprodukten produceren, houden of vervoeren en die gevaarlijke afvalstoffen zouden kunnen zijn of dit zouden kunnen worden of die met gevaarlijke afvalstoffen zouden kunnen verward voorschrijven :

1^o de verplichting een boekhouding van deze bijprodukten en onderprodukten te voeren;

2^o de verplichting de bevoegde autoriteit in te lichten wanneer deze bijprodukten en onderprodukten voor opruiming zijn bestemd;

3^o de verplichting de bevoegde autoriteit in te lichten over de bestemming en het gebruik van deze bijprodukten en onderprodukten.

§ 3. De Deelregering kan het vervoer van bepaalde afvalstoffen aan een machtiging onderwerpen met het oog op het vergemakkelijken van de controle op de regels met betrekking tot de opruiming en het overbrengen van de afvalstoffen naar buiten het Waalse Gewest.

PARAGRAAF IV

Spoedeisende maatregelen

Art. 27. Indien in een inrichting waar een activiteit wordt verricht die krachtens onderhavige verordening of haar uitvoeringsbesluiten aan een machtiging of erkenning onderworpen is, deze activiteit een gevaar doet ontstaan waardoor het leefmilieu risico's loopt en indien het bedrijfshoofd weigert gehoor te geven aan de aanwijzingen van de door de Deelregering aangewezen ambtenaar, zal de burgemeester, op verslag van genoemde ambtenaar, de stopzetting van het werk gelasten, de installaties onder de gerechtelijke zegels plaatsen en, indien nodig, overgaan tot de voorlopige en onmiddellijke sluiting van de inrichting.

Dezelfde bevoegdheden worden verleend aan de door de Deelregering aangewezen ambtenaar ingeval de burgemeester niet optreedt of wanneer de dreiging van het gevaar dusdanig is dat de minste vertraging een ongeval of een ernstige vervuiling kan veroorzaken.

Zowel in het ene als in het andere geval, zal het betrokken bedrijfshoofd een verhaal bij de Deelregering kunnen indienen. Het verhaal zal geen opschortend karakter hebben. De Deelregering regelt hiervan de modaliteiten.

Art. 28. § 1. De Deelregering, de gouverneur van de provincie en de burgemeester van de gemeente waar zich de afvalstoffen bevinden die een ernstige bedreiging kunnen vormen, kunnen alle nuttige maatregelen treffen om het gevaar te voorkomen of om hieraan te verhelpen. Zij kunnen het overbrengen van deze afvalstoffen naar een door hen aangewezen plaats gelasten ter eerbiediging van de bepalingen van de in hoofdstuk III beoogde plannen.

§ 2. Dezelfde autoriteiten kunnen een beroep doen op de gewapende macht, de rijkswacht en de diensten van de burgerbescherming om de verwijdering en het vervoer van de afvalstoffen alsmede de veiligheid van deze operaties te verzekeren; in een dergelijk geval richten zij het verzoek hiertoe tot de bevoegde leden van de Landsregering.

§ 3. De kosten van het overbrengen zijn ten laste :

- 1° van degene die de afvalstof heeft achtergelaten indien de afvalstof onregelmatig werd achtergelaten;
- 2° van de eigenaar van de afvalstof in de andere gevallen.

HOOFDSTUK VI. — Financiering

Art. 29. § 1. Jaarlijks wordt overgegaan tot een afrekening van de ontvangsten die werden geregistreerd door :

- 1° de opbrengst van de in artikel 6 beoogde vergoeding;
- 2° de opbrengst van de in artikel 22 beoogde taks.

§ 2. Een jaarverslag wordt op deze basis aan de Deelregering voorgelegd.

Art. 30. § 1. Het bedrag van de krachtens artikel 4, 5°, verleende subsidies mag het bedrag van de in artikel 29 beoogde ontvangsten niet overschrijden vanaf het tweede jaar voor de inning van de in artikel 6 beoogde vergoedingen.

§ 2. De Deelregering kan bovendien, geheel of gedeeltelijk, indien dit door het bedrag van de in artikel 29 beoogde ontvangsten wordt toegelaten, overgaan tot het financieren van :

1° de ontwikkeling en het uittesten van nieuwe werkwijzen voor de opruiming van de afvalstoffen;

2° akties ter voorlichting van het publiek en de ondernemingen met het oog op het voorkomen van het zich voordoen van afvalstoffen en het aanmoedigen van de handhaving van de openbare reinheid.

De Deelregering stelt via reglementen de voorwaarden en modaliteiten ter verlening van deze financiële tussenkomsten vast.

Art. 31. De Deelregering kan, volgens de regels die zij vaststelt, subsidies aan de gemeenten, provincies en verenigingen van gemeenten toestaan voor :

1° de bouw, de verbouwing en de hernieuwing van installaties voor de verwerking van afvalstoffen;

2° de sanering en renovering van terreinen die als stortplaatsen werden gebruikt vóór het in kracht treden van onderhavige verordening;

3° de verwerving van onroerende goederen welke voor de verwezenlijking van de sub 1° beoogde werken nodig zijn.

Art. 32. De verlening van de subsidie geeft aan de Deelregering het recht van de verkrijger de mededeling te eisen van alle inlichtingen betreffende de gesubsidieerde installaties en het beheer hiervan.

Art. 33. De Deelregering kan aan ambtenaren opdracht verlenen toe te zien op het in acht nemen van de verleningsvoorwaarden door de gerechtigden van de subsidies en aan genoemde ambtenaren machtiging verlenen de installaties te betreden en zich de bescheiden te laten tonen die eventueel aldaar krachtens de verleningsvoorwaarden moeten worden gevoerd.

HOOFDSTUK VII. — Aanvullende bepalingen

PARAGRAAF I

Statistieken en inlichtingen

Art. 34. De Deelregering treft de nuttige reglementen ten einde de inlichtingen bijeen te brengen die nodig zijn voor het opstellen van de aan de internationale instellingen mede te delen bescheiden.

Art. 35. Wanneer individuele inlichtingen volstrekt noodzakelijk zijn voor het gereedmaken, het uitwerken of het uitvoeren van een reglementering inzake afvalstoffen of voor het uitvoeren van de internationale verplichtingen, kan de Deelregering doen overgaan tot alle noodzakelijke nasporingen ten einde deze inlichtingen ter beschikking te stellen van de diensten van het Gewest die zij aanduidt.

De ter gelegenheid hiervan bijeengebrachte individuele inlichtingen mogen niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan die met het oog waarop tot de statistische navorsingen wordt overgegaan.

De Deelregering publiceert ieder jaar globale en anonieme statistieken, met uitsluiting van de gegevens waarvan, als gevolg van het beperkte aantal declaranten, de ruchtbaarmaking dusdanig van aard zou zijn dat hierdoor individuele toestanden aan het licht worden gebracht.

Art. 36. Degene die, ongeacht te welke titel dan ook, in het bezit is van hetzij, individuele inlichtingen die bijeengebracht werden in toepassing van artikelen 34 en 35, hetzij globale en anonieme statistieken waarvan de ruchtbaarmaking dusdanig van aard zou zijn dat hierdoor individuele toestanden aan het licht worden gebracht, mag deze inlichtingen, statistieken of informatie niet publiceren en deze al evenmin ter kennis brengen van niet-gekwalificeerde personen of diensten om er kennis van te nemen. Behoudens indien er sprake is van een overtreding van onderhavig artikel, mogen deze inlichtingen, statistieken of informatie bovendien niet aan het licht worden gebracht in het geval beoogd door artikel 29 van het Wetboek van strafvordering en al evenmin in geval van een getuigenis in rechte.

PARAGRAAF II

Commissie van de afvalstoffen

Art. 37. § 1. Er wordt een raadgevende commissie ingesteld ter zake van afvalstoffen waarvan de samenstelling en de statuten door een besluit van de Deelregering, dat in haar midden werd genomen, worden vastgesteld.

Deze commissie bestaat uit vertegenwoordigers van :

- de industrie en in het bijzonder van de terugwinnings- en verpakkingsmateriaalindustriën;
- verenigingen van gemeenten die de opruiming van de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen verzekeren;
- verenigingen van landbouwers, tuinders en veehouders;
- verenigingen ter bescherming van de consumenten;
- verenigingen ter bescherming van het leefmilieu;
- organisaties ter vertegenwoordiging van de werknemers;
- het bestuur;
- beroepsverenigingen ter vertegenwoordiging van de ophalers van afvalstoffen en de uitbaters van gekontrolerde stortplaatsen.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie kunnen buiten de in deze paragraaf vermelde vertegenwoordigers om worden aangewezen.

§ 2. Deze commissie brengt haar advies uit over de reglementaire besluitontwerpen die krachtens onderhavige verordening werden genomen, met uitzondering van de uitvoeringsbesluiten van hoofdstuk VIII en de artikelen 37 tot 41.

Moeten aan het ontwerp bij de beraadslagingen worden toegevoegd :

- een verslag met betrekking tot de economische weerslagen van het ontwerp;
- een verslag met betrekking tot de ecologische weerslagen van het ontwerp.

De commissie brengt bovendien een advies uit over iedere aangelegenheid of ieder ontwerp dat door de Deelregering aan haar wordt voorgelegd.

§ 3. Wanneer het advies van de raadgevende commissie ongunstig is, moeten de reglementaire besluiten die krachtens artikelen 4, 7, 8, 24, 25 en 26 werden genomen, met beweegredenen worden omkleed voor zover zij van het advies afwijken, op straffe van nietigheid.

§ 4. De Deelregering stelt de termijn vast waarbinnen de adviezen van de commissie moeten worden gegeven bij ontstentenis waarvan het advies als gunstig wordt beschouwd.

PARAGRAAF III

Waalse Gewestelijke Dienst van de niet uit de huishouding afkomstige afvalstoffen

Art. 38. § 1. De door de Deelregering belaste dienst met het vervullen van de in artikel 39 beoogde opdrachten, wordt verheven tot een gewestelijke onderneming.

De Deelregering stelt van deze dienst de rechtspositie vast waarbij zij zich laat leiden door titel II van de wet van 28 juni 1963 ter wijziging en ter aanvulling van de wetten op de boekhouding van de Staat zoals deze op het ogenblik van het van kracht worden van onderhavige verordening luidt.

Deze onderneming heeft geen rechtspersoonlijkheid. Zij draagt de naam « Waalse gewestelijke dienst van de niet uit de huishouding afkomstige afvalstoffen ».

§ 2. Bij deze gewestelijke onderneming wordt een raadgevend comité ingesteld waarvan de leden door de Deelregering worden aangewezen en dat een meerderheid van vertegenwoordigers uit de openbare sektor en ten minste één derde vertegenwoordigers van de betrokken industrieën telt. De Deelregering stelt de bevoegdheden, alsmede de regels inzake samenstelling en werking van het raadgevend comité vast. Het comité richt zijn adviezen tot de ambtenaar die de Dienst leidt, behoudens wanneer het advies door de Deelregering wordt gevraagd. Het bestuur verzekert van dit comité het sekretariaat.

Art. 39. § 1. De Dienst heeft als opdracht :

1^o de ambtshalve opruiming van de niet uit de huishouding afkomstige afvalstoffen van een geadministreerde, in het geval laatstgenoemde, na naar behoren door het bestuur te zijn aangeklaamd, nagelaten heeft om binnen de vastgestelde termijnen te voldoen aan de verplichtingen die hem door onderhavige verordening of in uitvoering van deze verordening zijn opgelegd;

2^o de opruiming, op hun verzoek en op hun kosten, van de afvalstoffen van één of meer ondernemingen;

3^o de uitvoering van alle noodzakelijke maatregelen met het oog op de opruiming van afvalstoffen in de spoedeisende gevallen, in toepassing van artikel 28;

4^o het weer in orde brengen van de terreinen die als gecontroleerde stortplaatsen werden gebruikt in geval van toepassing van artikel 21, § 5, op verzoek van de door de Deelregering aangewezen ambtenaar;

5^o de uitvoering van de maatregelen waarvan de Deelregering door de rechter zal zijn gemachtigd deze ambtshalve in toepassing van artikel 58 te doen verwezenlijken;

6^o in geval van tekortkoming van de macht, verantwoordelijk voor de opruiming of de verwerking van de uit de huishouding afkomstige afvalstoffen, en vastgesteld door de Deelregering, kan zij aan de Dienst van de niet uit de huishouding afkomstige afvalstoffen de opdracht toevertrouwen om de in gebreke zijnde instelling tijdelijk te vervangen.

§ 2. Met het oog op de materiële totstandkoming van zijn opdrachten, sluit de Dienst overeenkomsten met derden af. Indien dit noodzakelijk is, kan de Dienst aan de Deelregering vragen de nodige hulp bij de gespecialiseerde instellingen te verzoeken.

De Deelregering kan bovendien aan de Dienst machtiging verlenen om rechtstreeks nauwkeurig bepaalde opdrachten te verrichten waarvan zij de aard bepaalt en de middelen vaststelt.

§ 3. De ambtshalve opruiming van de in § 1, 1^o, beoogde afvalstoffen heeft plaats op kosten van de geadministreerde die tekort is geschoten.

§ 4. In geval van toepassing van § 1, 2^o, wordt de door de ondernemingen aan de Dienst verschuldigde vergoeding in een overeenkomst vastgesteld. De vergoeding moet de werkelijke kosten voor de opruiming van de afvalstoffen dekken.

§ 5. In geval van toepassing van paragraaf 1, 6^o, moet de vergoeding die door de verantwoordelijke macht of machten aan de Dienst verschuldigd is, de werkelijke kosten voor de opruiming van de afvalstoffen dekken.

Art. 40. De Dienst moet tevens, wanneer deze door de Deelregering ermee wordt belast, de taksen en vergoedingen voor rekening van het Gewest innen, in overeenstemming met de artikelen 6 en 22.

Art. 41. De ontvangsten van de Dienst zijn :

1^o de terugvordering van de verwerkingskosten ten laste van de ondernemingen en de openbare overheden die zich tot de Dienst wenden;

2^o tussenkomsten ten laste van de gewestelijke begroting waarvan de modaliteiten door de Deelregering worden vastgesteld;

3^o de ontvangsten, afkomstig van de verkoop van de afvalstoffen en produkten als resultaat van de omzetting van afvalstoffen waarmee de Dienst zich heeft belast;

4^o een beginbedrijfskapitaal waarvan het bedrag en de modaliteiten voor het ter beschikking stellen door de Deelregering worden vastgesteld, in overeenstemming met artikel 51 van voornoemde wet van 28 juni 1963;

5^o de leningen waarvan de Deelregering zal zijn gemachtigd deze af te sluiten door een verordening met het oog op het dekken van de behoeften van de Dienst.

PARAGRAAF IV

Uitvoering van de internationale verplichtingen

Art. 42. De Deelregering stelt, binnen de perken van de bevoegdheden van het Gewest, alle noodzakelijke maatregelen vast met het oog op de uitvoering van de richtlijnen van de Europese Gemeenschappen inzake afvalstoffen.

Art. 43. Onder hetzelfde voorbehoud en in dezelfde aangelegenheden, stelt de Deelregering de noodzakelijke maatregelen vast voor het verzekeren van de uitvoering van de verplichtingen die uit de andere internationale akten voortvloeien welke in de interne rechtsorde van kracht zijn.

HOOFDSTUK VIII. — Toezicht en dwangmaatregelen

PARAGRAAF I

Toezicht, vaststelling en opsporing van de overtredingen

Art. 44. Onverminderd de plichten die aan de officieren van de gerechtelijke politie ten laste vallen, houden de door de Deelregering aangewezen ambtenaren en agenten toezicht op de uitvoering van onderhavige verordening en haar uitvoeringsbesluiten.

Deze ambtenaren en agenten kunnen, in de uitoefening van hun opdracht :

1^o op ieder tijdstip van de dag of van de nacht alle plaatsen betreden, zelfs wanneer deze omheind en overdekt zijn, in verband waarmee de aangewezen ambtenaren en agenten redenen hebben te menen dat er gevaarlijke afvalstoffen of bewijzen van het bestaan van een overtreding inzake gevaarlijke afvalstoffen aanwezig zijn. Zij kunnen evenwel de bewoonde vertrekken slechts tussen 5 en 21 uur betreden en met de voorafgaande machtiging van de rechter aan de politierechtbank;

2^o de vestigingen, gecontroleerde stortplaatsen en installaties betreden waarvoor een machtiging wordt vereist krachtens artikelen 19 en 24, alsmede de terreinen betreden waar zich vuilnishopen bevinden;

3^o overgaan tot elk onderzoek, controle en inspectie en alle inlichtingen bijeenbrengen die zij noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de verordening en de uitvoeringsbesluiten daadwerkelijk in acht worden genomen en met name :

a) alle personen over elk feit ondervragen waarvan de kennis nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich zonder verplaatsing doen vertonen of opzoeken van elk document, stuk of bewijsstuk dat nuttig is voor de vervulling van hun opdracht, er een fotografisch of ander afschrift van nemen, of het meenemen tegen afgifte van een ontvangstbewijs;

c) de inventaris van de afvalstoffen opstellen, kosteloos de monsters opnemen die nodig zijn voor de vaststelling van de samenstelling van de afvalstoffen, bijprodukten of onderprodukten, in voorkomend geval, van de houders van genoemde zaken de verpakkingen verlangen die noodzakelijk zijn voor het vervoer en de bewaring van de monsters. De Deelregering kan de methode en de voorwaarden voor het opnemen van monsters vaststellen alsmede de organisatie en de werking van de erkende laboratoria voor de analyse van bedoelde monsters;

4^o in geval van overtreding van de artikelen 15, 18, 19, 24 en 26 en de tot stand gekomen akten krachtens deze artikelen of ten aanzien van gevaarlijke afvalstoffen, de afvalstoffen en de transportmiddelen die voor het plegen van de overtredingen hebben gediend onder de gerechtelijke zegels plaatsen of in beslag nemen. In dezelfde gevallen, het verplaatsen van het transportmiddel en de afvalstoffen

die het bevat verbieden gedurende een termijn die niet meer dan tweeënzeventig uur bedraagt. Het plaatsen onder de gerechtelijke zegels en de inbeslagneming moeten op straffe van nietigheid, binnen achtenveertig uur, door de rechter aan de politierechtbank worden bevestigd;

5° in geval van overtreding, processen-verbaal opstellen die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd. Een afschrift van het proces-verbaal moet, op straffe van nietigheid, binnen veertien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder worden betekend;

6° de bijstand van de gemeentepolitie verzoeken in de uitoefening van hun functie.

Art. 45. Wanneer een vuilnishoop, een opslagplaats, een gecontroleerde stortplaats of een installatie wordt uitgebaat zonder machtiging of de erkenning die krachtens onderhavige verordening wordt vereist, zal de burgemeester, op verslag van de met het toezicht belaste ambtenaar, de stopzetting van het werk gelasten, de installaties onder de gerechtelijke zegels plaatsen en, indien nodig, overgaan tot de voorlopige sluiting. Dezelfde bevoegdheden worden verleend aan de bevoegde ambtenaar indien de burgemeester niet optreedt. Een verhaal tegen het besluit van de burgemeester of de bevoegde ambtenaar kan in overeenstemming met de regels van artikel 27 worden uitgeoefend. De getroffen maatregelen worden van rechtswege gelicht indien de eigenaar of de uitbater de machtiging of de erkenning ontvangt.

PARAGRAAF II

Dwangmaatregelen van toepassing op de overtredingen inzake taksen en vergoedingen

Art. 46. § 1. Zal gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en een boete van honderd frank tot tweehonderdduizend frank, degene die met een bedrieglijke opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van onderhavige verordening inzake taksen en vergoedingen zal overtreden.

De wet van 5 maart 1952 met betrekking tot de opdecimen op de strafrechtelijke boeten, is niet voor voornoemde boete van toepassing.

§ 2. De regels van het eerste boek van het Wetboek van strafrecht, met uitzondering van artikel 85, zijn van toepassing in geval van een in § 1 beoogde overtreding. De natuurlijke en rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten en kosten die uit de veroordeling voortvloeien welke tegen hun aangestelden, bestuurders, zaakvoerders of vereffenaars werden uitgesproken.

PARAGRAAF III

Dwangmaatregelen van toepassing op de overtredingen die niet met de taksen en vergoedingen in verband staan

Art. 47. § 1. Wordt gestraft met een boete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank, degene die zijn eigen uit de huishouding afkomstige afvalstoffen in overtreding van artikel 15, zal hebben achtergelaten.

§ 2. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en een boete van honderd frank tot honderdduizend frank of met slechts één van deze straffen, degene die andere afvalstoffen dan zijn eigen uit de huishouding afkomstige afvalstoffen in overtreding van artikel 15, zal hebben achtergelaten.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 beoogde boeten zijn tevens van toepassing in geval van het achterlaten van papieren op de openbare weg.

§ 4. Indien het gevaarlijke afvalstoffen betreft, bedraagt de boete vijfhonderd frank tot vijfhonderdduizend frank.

Art. 48. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een boete van vijfhonderd frank tot tienduizend frank, of met slechts één van deze straffen :

1° een ieder die het toezicht belemmert dat krachtens onderhavige verordening werd georganiseerd, zich verzet tegen of het opnemen van monsters weigert of de spoedeisende maatregelen;

2° een ieder die, met een bedrieglijke opzet, een valse verklaring aflegt of willens en wetens gegevens weglaat wanneer een verklaring wordt vereist krachtens onderhavige verordening of krachtens een uitvoeringsbesluit.

Indien het gevaarlijke afvalstoffen betreft, bedraagt de in lid 1 vermelde boete duizend frank tot twintigduizend frank.

Art. 49. Wordt gestraft met een boete van zesentwintig frank tot tienduizend frank, degene die, wanneer hij verplicht is inlichtingen te verstrekken krachtens artikel 13, § 1, of krachtens artikel 35 en de krachtens dit artikel genomen besluiten, niet de aan hem opgelegde verplichtingen nakomt.

Art. 50. Iedere overtreding van de artikelen 13, §§ 2 en 3, wordt gestraft met door artikel 456 van het Wetboek van strafrecht voorziene straffen, afgezien van de eventuele toepassing van strafmaatregelen.

Art. 51. § 1. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en een boete van honderd frank tot honderdduizend frank of met slechts één van deze straffen, degene die de volgende overtredingen begaat van de bepalingen van de artikelen 5, 7, 17, 19 tot 21, 24 tot 26, 42 en 43 van onderhavige verordening en de uitvoeringsbesluiten hiervan :

1° het verrichten van een handeling, uitbaten van een vuilnishoop, een vestiging, een opslagplaats, een gecontroleerde stortplaats of een andere installatie wanneer deze handelingen of operaties aan een machtiging of erkenning zijn onderworpen, zonder de machtiging of de erkenning te hebben verkregen of zonder een maatregel ter opschorting van de machtiging of erkenning in acht te nemen;

2° het schenden van een verbod tot lozing of uitbating;

3° het verrichten van een handeling, uitbaten van een vestiging, een opslagplaats of een andere installatie wanneer deze handelingen en operaties aan een voorafgaande verklaring zijn onderworpen, zonder deze verklaring te hebben gedaan;

4° het niet in acht hebben genomen van bepaalde voorwaarden inzake machtiging en erkenning, wanneer de reglementaire uitvoeringsbesluiten uitdrukkelijk nader aangeven dat dit niet-erbiedigen met strafrechtelijke dwangmaatregelen, afgezien van de bestuurlijke dwangmaatregelen, kan worden gestraft.

§ 2. De Deelregering kan, aan de hand van een reglement een boete voorzien waarvan zij de minimum en maximum bedragen vaststelt tussen honderd frank en honderdduizend frank, voor de overtredingen van de uitvoeringsbesluiten van de artikelen 5, 7, 17, 19 tot 21, 24 tot 26, 42 en 43, welke overtredingen niet in § 1 worden beoogd.

§ 3. Wanneer het gevaarlijke afvalstoffen betreft, worden de minimum en maximum bedragen van de in de voorgaande paragrafen vermelde boeten verviervoudigd.

Art. 52. De overtredingen van de bepalingen van de in artikel 11 beoogde plannen die ten opzichte van de geadministreerden een verplichtend karakter hebben, worden gestraft met een boete van honderd frank tot honderdduizend frank, behoudens in de door de Deelregering nader aangegeven gevallen waar het plan bepaalt dat de overtreding strafrechtelijk niet kan worden gestraft.

Art. 53. Wordt, naargelang het geval, met de in de artikelen 47 tot 52 voorziene straffen gestraft :

1° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, aan laatstgenoemde niet de nodige middelen heeft gegeven voor het in acht nemen van de bepalingen van onderhavige verordening en haar uitvoeringsbesluiten, rekening houdend met de opdracht die hij aan de persoon in zijn dienst had toegevoegd;

2° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, aan laatstgenoemde een opdracht heeft toevertrouwd, waarvoor bedoelde persoon niet de kennis bezat die haar in staat stelde zich van genoemde opdracht te kwijten met eerbiediging van de bepalingen van onderhavige verordening en haar uitvoeringsbesluiten, zonder op de daartoe geëigende manier te hebben gecontroleerd dat bedoelde persoon deze kennis bezat.

Art. 54. In geval van een zich herhalen van een in de artikelen 47 tot 53 beoogde overtreding binnen de drie jaar die op een definitief vonnis volgen houdende veroordeling wegens één van de in deze artikelen beoogde overtredingen, kunnen de straf en de boete tot het dubbele van het maximum worden opgetrokken. De rechter kan bovendien de tijdelijke of definitieve sluiting gelasten van de opslagplaats, de gecontroleerde stortplaats, de installatie, of de vuilnishoop in geval van een overtreding van de artikelen 18 tot 28 en de uitvoeringsbesluiten van deze artikelen.

Art. 55. Zelfs wanneer deze niet aan de overtreder in eigendom toebehoren, kunnen de afvalstoffen en de transportmiddelen die voor het begaan van de door onderhavige verordening bestrafte overtredingen hebben gediend, verbeurd worden verklaard.

De verbeurd verklaarde afvalstoffen worden automatisch ter beschikking van de Dienst van de afvalstoffen gesteld.

* **Art. 56.** § 1. Alle bepalingen van het eerste boek van het Wetboek van strafrecht, zonder uitzondering van hoofdstuk V, noch van artikel 85, zijn van toepassing op de in de artikelen 47 tot 53 vermelde overtredingen.

§ 2. De natuurlijke en rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten en kosten die uit de veroordelingen voortvloeien welke tegen hun aangestelden of hun bestuurders, zaakvoerders of vereffenaars werden uitgesproken.

Art. 57. De werkgever is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten en kosten waartoe zijn gevolmachtigden of aangestelden worden veroordeeld alsmede voor de betaling van de gerechtelijke kosten.

Art. 58. § 1. In geval van overtreding van de artikelen 15, 18 en 19, kan de rechter de dader, afgezien van de in de voorgaande artikelen voorziene straffen, veroordelen tot :

1° het uitvoeren van de maatregelen die hij voorschrijft met het oog op het beschermen van de bureu of het leefmilieu tegen de veroorzaakte overlast. De rechter kan uitdrukkelijk het uitvoeren van werken gelasten die ertoe bestemd zijn de overlast te verminderen, te doen verminderen of te doen ophouden of de toegang tot de plaatsen te beletten;

2° het verbieden van iedere opslagplaats of gekontroleerde stortplaats tijdens de duur die hij bepaalt, op de plaats waar de overtreding zich heeft voorgedaan;

3° de publikatie van het gerechtelijke besluit in de pers op kosten van de veroordeelde, volgens de modaliteiten die de rechter ter kennis brengt.

§ 2. In geval van overtredingen van de artikelen 15, 18 en 19, moet de rechter gelasten dat de afvalstoffen worden opgeruimd en dat de plaatsen weer in orde worden gebracht. Hij zal de Dienst van de afvalstoffen met de uitvoering van deze verplichtingen kunnen belasten op risico en kosten van de veroordeelde. De veroordeelde zal kunnen worden gedwongen tot de terugbetaling van de kosten aan de hand van een eenvoudige door de Dienst opgestelde staat en door de rechter der beslagenen uitvoerbaar verklaard.

§ 3. Degene die, veroordeeld krachtens § 1 en § 2, niet binnen de voorgeschreven termijn de door de rechter opgelegde verplichtingen uitvoert of de verboden schendt die bedoelde rechter uitvaardigt of zich tegen de ambtshalve maatregelen verzet die hij voorschrijft, kan worden gestraft met een straf van zes maanden tot vijf jaar gevangenisstraf en een boete van duizend frank tot vijfhonderdduizend frank of met slechts één van deze straffen.

In geval van niet-uitvoering van de door de rechter voorgeschreven verplichtingen krachtens § 1, 1°, verzekert de Dienst van de afvalstoffen hiervan de uitvoering en vordert de kosten ervan terug zoals in § 2 staat aangegeven.

§ 4. De griffier van het burgerlijke of strafrechterlijke gerecht betekent aan de door de Deelregering aangewezen ambtenaar een afschrift van de dagvaardingen om te verschijnen met betrekking tot de in § 1 en § 2 beoogde overtredingen voor het gerecht dat over de inhoud van de zaak uitspraak doet.

§ 5. De vonnissen waarin onderhavig artikel wordt toegepast, worden aan de Dienst van de afvalstoffen betekend door de griffier van het gerecht en tegelijkertijd aan de veroordeelde.

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot afschaffing*

Art. 59. Voor het Waalse Gewest worden afgeschaft de artikelen 5, 6, 10 en 11 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 houdende maatregelen inzake sanitaire voorschriften met betrekking tot de vloeivelden voor slib en huis- en straatvuil en het gebruik van organische afvalstoffen en keukenafvalstoffen voor de voeding van huisdieren.

Art. 60. De artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 houdende maatregelen inzake sanitaire voorschriften met betrekking tot de vloeivelden voor slib en huis- en straatvuil en het gebruik van organische afvalstoffen en keukenafvalstoffen voor de voeding van huisdieren, blijven in het Waalse Gewest zo lang van kracht als de Deelregering geen uitvoeringsbesluit van onderhavige verordening ter vervanging zal hebben genomen. Voor de toepassing van deze artikelen, dient te worden verstaan onder :

— « Minister van Landbouw », de Deelregering;

— « Veeartsenijkundige Inspektie », de door de Deelregering aangewezen agenten krachtens artikel 44.

Art. 61. Zolang de toepassingsregels van artikel 19, §§ 1 en 5, alsmede artikelen 21, 23, 27 en 44 niet door de Deelregering zullen zijn vastgesteld, worden de machtigingen met betrekking tot de opslagplaatsen en gekontroleerde stortplaatsen gereguleerd voor wat de bescherming van de bureu en het leefmilieu betreft, op basis van titel 1 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, onverminderd artikel 21, § 1, van onderhavige verordening.

Art. 62. De uitbaters van de gekontroleerde stortplaats van wie de machtiging, verleend krachtens titel 1 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, geldig is op het ogenblik van het van kracht worden van onderhavige verordening, zijn verplicht :

1° de in artikel 20 voorziene erkenning te verkrijgen binnen een termijn van twee jaar vanaf het van kracht worden van het besluit van de Deelregering ter vaststelling van de erkenningsregels;

2° de borgstelling te vormen binnen een termijn van één jaar nadat de Bestendige Afvaardiging hun het bedrag van de borgstelling ter kennis heeft gebracht, bij ontstentenis waarvan de machtiging tot uitbating wordt ingetrokken; de Bestendige Afvaardiging is verplicht dit ter kennis brengen ten laatste één jaar na het van kracht worden van onderhavige verordening te verrichten.

Art. 63. § 1. De uitbater of de eigenaar van plaatsen waar hetzij de opslag, hetzij het storten van gevaarlijke afvalstoffen wordt of werd gedaan, moet binnen de kortste termijnen, en ten laatste op een door de Deelregering vastgestelde datum, de inlichtingen verstrekken waarmee deze afvalstoffen kunnen worden geïnventariseerd en geïdentificeerd.

§ 2. Een ieder die gevaarlijke afvalstoffen produceert of houdt en die niet de machtiging zou hebben ontvangen voor het uitbaten van een gekontroleerde stortplaats volgens artikel 19, § 1, of voor een opslagplaats volgens artikel 19, § 7, moet, binnen de kortste termijnen en ten laatste op een door de Deelregering vastgestelde datum, deze doen opruimen door een krachtens onderhavige verordening daartoe gemachtigde instelling of onderneming.

Vaardigen onderhavige verordening uit en gelasten dat deze in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

Brussel, 5 juli 1985.

De Minister-President van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.,
de Ruimtelijke Ordening en de Bossen voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest
voor de Huisvesting en de Informatieverwerking,

J. MAYENCE-GOOSSENS